

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RESPONSABILITÉ CIVILE
des
PROPRIÉTAIRES D'ANIMAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement le 21 mai 1897, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

PAR

Auguste MANGONNEAU

AVOCAT

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1897

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RESPONSABILITÉ CIVILE

des
PROPRIÉTAIRES D'ANIMAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement le 21 mai 1897, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

PAR

Auguste MANGONNEAU

AVOCAT

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1897



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Année scolaire 1896-1897

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. *), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (*, I. *), professeur de *Droit administratif*.
DANJON (I. *), professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. *), professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

LAISNÉ DES HAYES (○, A. *), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (I. *, C. *), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. *), professeur de *Code civil* (élu député du Calvados).

CABOUAT (I. *), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

GAUCKLER (I. *), professeur de *Droit romain*, chargé des cours de *Pandectes* et d'*Histoire du Droit public français* (DOCTORAT).

MARIE (I. *), assesseur du doyen, professeur de *Droit criminel*, et chargé du cours d'*Histoire du Droit français* (DOCTORAT).

MM. Ambroise COLIN (A. ☉), professeur de *Code civil*,
et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et
chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français* (LICENCE).

AGRÉGÉS :

MM. BOUVIER, chargé des cours de *Législation financière*
et de *Droit constitutionnel comparé*.

DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire du Conseil de l'Université
de Caen.



MEIS ET AMICIS

JURY D'EXAMEN

MM. J. MARIE, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

GUILLOUARD, *professeur*.

AMBROISE COLIN, *professeur*.

INTRODUCTION

Il n'est peut-être pas de principe en droit dont la fécondité soit plus grande et les applications plus fréquentes que celui de la responsabilité civile, de principe surtout dont l'apparence soit plus simple, et qui donne lieu à plus de difficultés quand il s'agit de l'adapter aux faits. « Que d'appréciations délicates, quelle réserve dans cette part qu'il faut faire à la faiblesse humaine, aux circonstances de la faute, à l'intention plus ou moins perverse, au préjudice plus ou moins grave, à la nature et à l'importance du droit méconnu ! » ¹.

Cette matière immense n'est pas moins intéressante que variée, et l'on peut dire qu'elle renferme une multitude d'hypothèses qui, toutes, méritent une étude spéciale et approfondie. Cependant, une des applications les plus délicates et les plus curieuses du principe est à coup sûr celle qui est relative aux dommages

1. SOURDAT, *De la responsabilité civile*, t. I, p. 1.

causés par les animaux. Les chevaux d'un équipage s'emportent et brisent tout sur leur passage; un chien atteint de la rage s'échappe des mains du vétérinaire qui le soigne et va mordre un passant : qui sera responsable? le cocher qui conduit ou le propriétaire des chevaux? le vétérinaire ou le maître du chien? — Telles sont les questions dont nous entreprenons l'étude, et qui feront l'objet de ce travail.

La matière est loin d'être neuve, et l'on peut dire qu'à toutes les époques et chez tous les peuples, il existait une sanction pour les dommages commis par les animaux. C'est ainsi que, dans la Bible, on trouve une disposition qui condamne un bœuf à être lapidé quand il a entraîné la mort d'un homme. (Exode, 21-28-32.) En Grèce, le tribunal du prytanée condamnait l'animal meurtrier comme homicide, et lui infligeait la peine de mort. A Rome, la victime du préjudice avait le droit d'exiger la remise de l'animal. Enfin, quoi de plus piquant que cette vieille loi anglaise qui faisait confisquer au profit des pauvres, non seulement l'animal, mais encore la roue de charrette qui avait causé un meurtre ¹ !

Toutes ces dispositions nous font sourire aujourd'hui; mais elles montrent bien que, dès

1. *Essais du docteur Reid, trad. de Jouffroy*, t. v, p. 415.

les temps les plus reculés, on était imbu de cette idée que toute faute exige une réparation. C'est encore cette idée de réparation de faute qui domine aujourd'hui dans nos lois, et qui a fait émettre ce grand principe que « *chacun est responsable de son fait* », comme du fait des personnes dont il a la tutelle ou la surveillance, comme du fait des choses et des animaux dont il a la possession, la propriété ou la garde. De là les articles 1382 et 1383, qui obligent à réparer le dommage tous ceux par la faute, la négligence ou l'imprudence desquels il est arrivé, — règle large, universelle, englobant évidemment tous les cas dans son élasticité, — et l'article 1385, qui dispose que : « *Le propriétaire d'un animal est responsable du dommage causé par cet animal, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé* ».

Cet article 1385 est en quelque sorte la base de notre sujet; c'est lui surtout que nous allons essayer de commenter et de développer, en mettant en relief les principes qu'il renferme. Cette étude nous conduira fatalement à une foule d'exemples, à de nombreux détails; mais comment traiter une pareille question sans y joindre beaucoup d'espèces et quantité d'arrêts?

L'idée de faute, qui est l'élément essentiel de toute responsabilité et qui domine pour ainsi dire toute cette matière, donne naissance à

chaque instant aux difficultés les plus graves, aux problèmes les plus délicats; et il était impossible, dans le sujet qui nous occupe, d'analyser tous ces problèmes et toutes ces difficultés sans multiplier les applications à l'infini. C'est aussi ce que nous avons fait; et que l'on ne vienne pas chercher ici le motif d'un reproche, car tous ces exemples et toutes ces espèces nous les avons voulues : c'était notre but, notre manière à nous d'envisager la question, la seule pratique, à notre avis, pour faire ressortir les principes et en apprécier la portée !

Voici maintenant un bref aperçu de la marche que nous comptons suivre.

Après un rapide historique qui comprendra le droit romain et l'ancien droit français, nous entrerons directement dans la législation actuelle par l'étude du Code civil. Nous diviserons cette étude en deux parties : l'une, concernera les animaux domestiques, spécialement régis par l'article 1385 Code civil; l'autre, les animaux sauvages qui relèvent surtout des articles 1382 et 1383 Code civil. A vrai dire, cette seconde partie ne rentrait qu'indirectement dans notre sujet, puisque, le gibier étant *res nullius*, il n'appartient à personne; mais nous aurions cru laisser une grave lacune dans ce travail en omettant une matière qui lui est si étroitement

liée, et qui s'en rapproche par tant de côtés difficiles et délicats !

Nous étudierons donc la responsabilité du propriétaire sous une double forme : celle qu'il peut encourir en tant que maître de l'animal ; celle qui peut l'engager en tant que propriétaire de bois ou terrains giboyeux.



HISTORIQUE

CHAPITRE I^{er}

DROIT ROMAIN

La question de la responsabilité des propriétaires d'animaux se trouve traitée tout entière, à Rome, dans la théorie de l'action noxale. On appelle ainsi une action qui naquit du besoin de sanctionner, et le délit commis par un esclave ou un fils de famille, et le dommage causé par les animaux. Sans doute, un esclave s'oblige valablement par ses délits, et, sitôt libre, on peut le contraindre à la réparation du préjudice causé ; mais, tant que l'esclave est soumis à la puissance de son maître, une semblable poursuite est impossible, car il n'a pas de patrimoine. D'un autre côté, le dommage causé par un animal n'est pas l'œuvre d'un être responsable ; il ne peut constituer un délit, mais seulement un *damnum sine injuria datum*. Il fallait donc armer la victime du délit ou du préjudice d'une

action spéciale, propre à l'indemniser de ses pertes. Cette action, appelée noxale, met en demeure le responsable, ou de payer l'amende, ou d'abandonner l'animal.

La théorie de l'action noxale n'a guère d'intérêt pratique aujourd'hui; elle exigerait en outre de longs développements qui n'entrent pas dans nos plans; car nous ne voyons dans le droit romain qu'une partie historique qui nous conduira par enchaînement à l'étude plus approfondie du Code civil. Nous nous contenterons donc d'esquisser à grands traits le caractère et le fonctionnement des trois actions noxales relatives aux animaux, et qu'on appelle les actions *de pauperie*, *édilitienne* et *de pastu*.

1^{re} Action « DE PAUPERIE ».

On désigne sous le nom de *pauperies* le dommage causé par un être privé de raison, causé par conséquent *sine injuria*, c'est-à-dire sans violation de droit. On l'oppose au *damnum injuria datum*.

L'origine de cette action remonte à la loi des XII Tables, qui disait, d'après Ulpien, que, « lorsqu'un quadrupède a causé un dommage, il existe, au profit de la victime, une action spéciale appelée action *de pauperie*,

qui met le maître en demeure, ou de livrer le quadrupède, ou de réparer le dommage commis ».

Caractère. — L'action *de pauperie* a pour caractère principal la noxalité; elle est noxale par essence, et se différencie, à ce point de vue, des actions *adjectivæ qualitatis*. Ces dernières, en effet, ne sont que la qualité d'une action directe, tandis que l'action qui concerne les animaux ne peut jamais être donnée directement contre l'auteur du délit, puisqu'il est impossible d'actionner un être privé de raison. — L'action *de pauperie* se donne immédiatement contre le propriétaire, et celui-ci est tenu, non pas comme responsable des dégâts causés par l'animal, mais uniquement en sa qualité de détenteur.

Conditions d'existence. — La loi 1, § 10, 9, 1, D. nous dit tout d'abord que l'animal qui a causé un dommage doit avoir un maître; s'il n'en a pas, c'est une *res nullius*, et l'action *de pauperie* ne saurait naître. Il faut de plus que l'animal ait agi spontanément. Si le dommage a été produit après des excitations, des coups, des provocations, le propriétaire ne sera pas inquiété, mais seulement le gardien ou dépositaire coupable. La victime du délit les attaquera, non plus par l'action *de pauperie*, mais par une action utile *legis Aquiliæ*, ou une action *in factum*. (L. 1 §§ 4 à 7, D. 9, 1.)

L'action ne prend encore naissance que lorsque l'animal a agi *contra naturam*, comme lorsqu'un cheval mord ou qu'un bœuf donne un coup de corne : différence profonde avec notre Code civil, qui, comme nous le verrons, ne distingue plus entre les diverses sortes de dommages. (Voir *Animaux domestiques*, chap. III, sect. III.)

Les juristes classiques trouvèrent ces conditions suffisantes ; mais les textes nous en font connaître d'autres primitivement exigées. Ainsi, la loi des XII Tables ne s'occupait que des dommages causés par les quadrupèdes, probablement parce que cette hypothèse était la plus fréquente ; mais on s'aperçut bien vite qu'une interprétation purement littérale serait ridicule, et l'on étendit de bonne heure la même disposition aux autres animaux. — Ulpien et Justinien nous apprennent encore que l'action noxale ne pouvait être intentée, quand le préjudice était causé par un animal naturellement féroce. En effet, disait-on, l'animal est *res nullius*, et personne ne peut en répondre : il faut en conclure que, si l'animal était sous la puissance d'un propriétaire, ce dernier pouvait être actionné.

Tout intéressé pouvait exercer l'action *de pauperie*, et elle appartenait même aux héritiers ; ces derniers pouvaient donc exiger, comme toute victime des dégâts, qu'on leur livrât l'animal ou qu'on payât la valeur du dommage.

2° Édits des édiles.

Les Institutes nous signalent un édit des édiles qui défend de tenir un porc, un sanglier, un ours ou un lion dans les endroits réservés aux passages publics. Cette énumération n'avait sans doute rien de limitatif. La défense était sanctionnée par une condamnation fixée *ex æquo et bono* par le juge, dans le cas de dommage causé à une personne libre ; si cette personne libre était tuée, la condamnation s'élevait à deux cents solides. Dans tous les autres cas, elle avait pour objet le double du dommage.

L'action édilitienne n'excluait pas l'action *de pauperie*, et de cette façon le cumul était possible.

3° Action « DE PASTU ».

Il existe une différence très notable entre l'action *de pastu* et l'action *de pauperie*. L'action *de pastu* a été établie spécialement pour le dommage causé par un animal, quand il a été paître dans le champ d'autrui au temps de la récolte. Ici, on considère le propriétaire comme coupable, et, si l'animal a passé dans le champ voisin, on l'attribue à la négligence de son maître. Au lieu de se préoccuper, comme dans l'action *de*

pauperie, du simple dommage, on envisage donc uniquement la conduite de celui qui était chargé de l'animal.

Quel était l'objet ou plutôt la portée de l'action *de pastu*? La question est controversée. D'après certains auteurs, elle aurait eu pour sanction la simple réparation du dommage; d'après d'autres, au contraire, le maître aurait été traité ici plus sévèrement que dans l'action *de pauperie*.

CHAPITRE II

ANCIEN DROIT

Notre ancien droit français donne peu de renseignements sérieux sur la responsabilité des propriétaires d'animaux. Il semble même que, dans certains endroits, on ait ignoré les progrès du droit romain, pour remonter aux usages les plus primitifs. On a peine à le croire, mais les juristes de cette époque poussaient la naïveté jusqu'à faire des procès criminels aux animaux. Ainsi en 1396, à Falaise, une truie fut pendue par le bourreau pour avoir mangé le visage d'un enfant ¹, et Michelet nous raconte qu'en 1552, le juge du chapitre de Chartres condamna un pourceau à être pendu, parce qu'il avait occis une fille ².

En dehors de ces immolations, qui, malgré tout, étaient rares, certaines coutumes adoptaient des dispositions analogues au droit romain sur l'action noxale. Ainsi, par exemple, la coutume

1. PIESQUIN, *Folie des animaux*, p. 242.

2. MICHELET, *Origine du Droit français*, p. 440.

de Bretagne portait, article 640 : « Si les chevaux ou charettes, ou autres choses méfesaient, réparation en sera faite sur leur valeur : et au cas que ceux à qui sont les chevaux, charettes ou autres choses, ne voudraient les laisser pour la réparation du méfait, ils seront tenus de le réparer à la discrétion du juge. »

Cependant, d'une manière générale, on peut dire que, dans la plupart des pays de coutume, le propriétaire d'un animal n'était pas tenu de l'abandonner pour la réparation du dommage ; on l'obligeait seulement au payement d'une indemnité.



CODE CIVIL



PREMIÈRE PARTIE



Animaux domestiques

CHAPITRE I^{er}

FONDEMENT JURIDIQUE DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ARTICLE 1385 CODE CIVIL.

L'article 1385 Code civil est ainsi conçu : « *Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.* »

Quel est le fondement de cette responsabilité ? Est-elle la conséquence de la propriété ou la conséquence d'une faute commise ? L'idée que la responsabilité serait un corollaire inévitable de la propriété est certes inadmissible ; car elle aurait pour contre-partie ou pour limite une faculté d'abandon noxal qui n'existe plus aujourd'hui ; en outre, elle serait incapable de s'appliquer jamais à celui qui se sert de l'animal sans en avoir la propriété. Le principe de la responsabilité est donc une faute.

Mais, en quoi consiste cette faute, et qui doit supporter la preuve ? L'orateur du Tribunal,

Tarrible disait : « S'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage causé, il en est dû réparation ¹. » La plus petite négligence suffit donc pour entraîner la responsabilité. — D'autre part, si, en matière de faute délictuelle, le droit commun n'avait reçu aucune dérogation, ce serait inévitablement à la personne lésée de prouver la faute de celui qu'elle actionne en dommages-intérêts ². Mais une pareille théorie ne peut ici se soutenir, car l'article 1385 Code civil serait inutile et il ferait double emploi avec l'article 1382 ! — L'article 1385 n'a de raison d'être que parce qu'il déroge au droit commun, et qu'il érige une présomption de faute contre le propriétaire de l'animal.

Une conséquence très importante découle de ce principe : dès lors qu'il y a présomption de faute, celui qui intente l'action n'a plus rien à prouver. En effet, on se trouve en présence d'une présomption légale, et, par suite, on doit appliquer la règle générale de l'article 1352, ainsi conçu : « *La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit de qui elle existe.* » Quand on poursuit la réparation d'un préjudice causé par l'animal d'autrui, il n'y a donc que

1. LOCRÉ, *Législation civ. et crim. de la France*, t. XIII, p. 43.

2. Cass., 12 novembre 1884 (S. 1885, 1, 360).

deux choses à prouver : l'existence du fait dommageable, — la propriété ou la possession de l'adversaire au moment de l'événement. Quant à la question de faute, celle-ci est présumée, c'est-à-dire établie *a priori* ; la partie lésée n'a pas besoin de la démontrer, et le propriétaire est responsable sans condition.

Est-ce à dire cependant que cette responsabilité est fatale, et qu'elle ne peut cesser en aucun cas ? Assurément non. Il existe tout d'abord deux circonstances où, de l'avis de tous, le propriétaire est complètement exonéré.

Premièrement, en cas de force majeure, personne ne conteste au propriétaire le droit de prouver que le dommage est le résultat d'un cas forfuit, et que, par conséquent, il ne peut être responsable. (Aub. et Rau, t. iv, p. 771, § 448. — Demolombe, *Cont. et obligat.*, t. viii, n° 638. — Cass. 19 août 1878, S. 80, 1, 462.)

En second lieu, le propriétaire est certainement à l'abri de toute responsabilité quand il peut prouver que la victime est en faute, et qu'elle s'est volontairement exposée au danger. (Aub. et Rau. — Demolombe, *op. et loc. cit.* — Cass., 23 déc. 1879, S. 80, 1, 463.)

Mais il existe une troisième hypothèse où règne le plus complet désaccord, et sur laquelle ont pris naissance deux systèmes bien tranchés. Voici l'espèce : un propriétaire a pris toutes les

précautions imaginables pour empêcher l'accident; aucun fait, aucune négligence ne peuvent être relevés à sa charge : a-t-il le droit de prouver qu'il n'est pas en faute, et qu'aucune responsabilité ne saurait l'atteindre ?

D'après un premier système, une semblable preuve doit être décisive et exonérer le propriétaire de toute responsabilité. En effet, dit-on, la présomption de l'article 1385 est basée sur une faute; or, puisqu'il est établi qu'aucune faute n'a existé, le propriétaire ne peut être responsable. Et l'on ajoute qu'une pareille décision est entièrement conforme à l'esprit de la loi, qui décide qu'en matière de quasi-délit, la responsabilité est entièrement liée à l'existence d'une faute prouvée. — Nous répondrons immédiatement à ce système que justement l'article 1385 C. civ. est une exception au principe général, et qu'il tire de cette exception sa seule raison d'être.

Un deuxième système, adopté aujourd'hui par la Cour de cassation, et que nous croyons de beaucoup le plus juridique, considère la disposition de l'article 1385 comme absolue, de telle sorte que le maître d'un animal est responsable en principe par le seul fait du dommage, sans qu'il soit besoin de rechercher s'il y a eu faute de sa part. Cette présomption ne peut fléchir que dans deux cas : celui de force majeure, celui de faute de la victime. — Cette thèse a été soutenue

par Bertrand de Greuille au Tribunal; et, comme le dit si bien M. Larombière « le propriétaire de l'animal ne peut décliner la responsabilité en prétextant sa férocité, sa fougue, sa frayeur, son emportement, ses vices. Il ne peut d'avantage s'excuser par son impéritie personnelle, sa faiblesse, son impuissance, et même par les difficultés du passage, *loci iniquitas*. Il y a toujours faute de sa part, et tel est le caractère de l'impuissance ou de l'impéritie qu'il allègue : *infirmetas, imperitia culpæ admuneratur*. (L. 8. Dig. Ad. leg. Aquil. ». — Larombière, *Obligations, sur l'article 1385*, n° 9.)

Du reste, quand le législateur a voulu permettre la preuve de non-culpabilité, n'a-t-il pas pris soin de s'en expliquer? — Ainsi, l'article 1384 Code civil prévoit la responsabilité des pères et mères à l'égard de leurs enfants mineurs, celles des instituteurs et artisans à l'égard de leurs élèves et de leurs apprentis; et, après avoir établi qu'ils sont en principe responsables des dommages causés par eux, il ajoute : « *à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.* » L'article 1385, au contraire, pose une règle absolue et sans restriction : il exige contre le propriétaire d'animaux une présomption de faute, et une présomption sans réserve. — Cette différence est très juste et très

logique. Dans l'hypothèse prévue par l'article 1384, la personne lésée peut avoir recours contre l'auteur du quasi-délit, tandis qu'il n'en est plus de même s'il s'agit du dommage causé par un animal. L'abandon noxal n'a pas été admis par la loi, et le propriétaire pourrait être souvent affranchi de payer une indemnité. Cette conséquence serait injuste ; car, si le propriétaire profite des avantages de la possession, il est bien équitable qu'il en supporte les inconvénients. En un mot, il est logique de lui appliquer la maxime générale : *ubi emolumentum, ibi est onus*.

Pour résumer toute cette théorie, nous ne pouvons mieux faire que de dire avec Marcadé : « Le propriétaire offrirait en vain de prouver qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour empêcher le mal ; car, de deux choses l'une : ou il n'a pas pris toutes les précautions que la prudence commandait, et alors il est en faute ; ou il s'agit d'un animal tellement méchant, que toutes les précautions imaginables pour l'empêcher de nuire sont inefficaces, et alors il est en faute par cela seul qu'il le conserve. »

CHAPITRE II

ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE

SECTION I^{re}

A l'égard des préposés

I. — L'accident est arrivé pendant que l'animal était sous la conduite du préposé.

Nous avons examiné, dans le chap. I^{er}, la responsabilité qui incombe au propriétaire lorsque l'animal est directement sous sa garde ; supposons maintenant que cet animal soit entre les mains d'un domestique ou d'un préposé quelconque : qui va être responsable ? L'article 1384 C. civ. répond : « On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. — Les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. »

Quel est le fondement de cette responsabilité ? — Il se trouve d'abord dans la logique et la raison. Vous avez un domestique dont l'emploi nécessite des rapports constants avec les tiers ; n'est-il pas juste que vous soyez assurés d'avance de sa probité et de sa capacité ? N'est-ce pas à vous, quand vous lui donnez votre confiance, de vous assurer à ce moment de son aptitude morale, intellectuelle et physique ? Quand vous avez présenté aux tiers votre préposé, vous vous êtes porté garant d'une façon tacite de la sécurité des relations que vous engagiez entre eux et lui : *Qui enim aliquem præponit, is clara et aperta voce dicere videtur : « Hunc ego præposui, qui volet cum eo contrahat¹. »* Le maître est donc responsable parce que le choix qu'il a fait n'est pas suffisamment éclairé ; il est en faute, car il y a eu de sa part imprudence et négligence, et il est juste qu'il répare un dommage dont il est la cause originaire, un dommage qu'il est censé avoir pu et dû prévoir.

Du reste, Pothier reproduit la règle précédente et ajoute : « Ceci a été établi pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques. » (*Traité des Obligations*, n° 121.) C'est aussi ce que disait le rapporteur de la loi au Tribunat, en s'exprimant ainsi : « Le projet

1. PECHIVS, in leg. 5. D., De exercit. actione.

assujétit les maîtres et commettants à la responsabilité la plus entière et la moins équivoque. Cette disposition, qui se trouve dans le Code rural, ne présente rien que de très équitable : n'est-ce pas, en effet, le service dont le maître profite qui a produit le mal qu'on le condamne à réparer ? N'a-t-il pas à se reprocher d'avoir donné sa confiance à des hommes méchants, maladroits ou imprudents ? Et serait-il juste que des tiers demeuraient victimes de cette confiance inconsidérée, qui est la cause première, la véritable source du dommage qu'ils éprouvent ? » (Locré, t. XIII, p. 42, n° 14.) Ainsi, quand un dommage est causé par un préposé dans l'exercice de ses fonctions, la loi établit une présomption de faute contre le maître, responsable d'avoir confié un emploi à un être maladroit et incapable.

La liberté du choix est donc un premier élément de la responsabilité du maître. Ce n'est pas le seul : on peut encore dire que le maître est coupable, parce qu'il a le droit et le devoir de donner des instructions à son préposé, le droit et le devoir de surveiller la tâche qu'il lui a confiée. Il peut même lui donner des ordres et intervenir dans sa mission quand bon lui semble. A tous ces titres, le maître est obligé, et il l'est dans l'intérêt de tous, pour empêcher le préjudice que l'imprudence du préposé pourrait causer.

Maintenant, que faut-il entendre par préposé? Le mot *préposition* désigne principalement un contrat commercial qui a pour objet la gestion d'un négoce que le commettant confie au préposé; il désigne encore souvent la gouverne d'une maison ou d'une exploitation rurale. Notre sens, à nous, dans l'étude de l'art. 1385 C. civ., sera surtout celui de domestique, cocher ou autre salarié du même genre. En tout cas, pour que la responsabilité existe, il faut, d'une part, que le préposé ait été volontairement et librement choisi; d'autre part, que le maître ait le pouvoir de lui donner son instruction et ses ordres.

Comme conséquence de ces principes, le maître n'est responsable des faits de son préposé que dans la limite de ses fonctions. Ce dernier, quand il agit en dehors de son emploi, n'est plus sous la domination et la direction de son maître; il n'a plus d'ordres ni d'instructions à recevoir; il redevient l'homme libre qui ne relève que de lui et de sa conscience. Tous les actes dommageables qui lui seront imputables ne pourront être opposés au maître; car il n'y a plus aucune relation entre le propre fait de ce dernier et le dommage causé, dommage qui n'est plus, à son égard, qu'un cas fortuit.

Voilà le principe; mais son application a souvent donné lieu à des appréciations fort délicates sur la manière d'entendre la relation

nécessaire entre le fait dommageable et la fonction ou le service du domestique. Faut-il, par exemple, considérer un domestique comme agissant dans les fonctions auxquelles il est employé par cela seul qu'il agit dans la maison de son maître? Un tel principe serait trop absolu; et, bien qu'on le trouve ainsi exprimé dans plusieurs arrêts de la Cour de cassation, il faut le limiter en s'inspirant de l'application que ces arrêts en ont faite. (D. 60, 1. 518.)

Un des plus intéressants sur la question a été rendu par la Cour de Limoges, le 5 décembre 1860. Il s'agissait d'un domestique qui avait placé des ruches dans le jardin de son maître, près d'un mur longeant la route. Les abeilles attaquèrent un jour deux hommes et un cheval et causèrent un grave accident: sur qui devait peser la responsabilité? Ici, le domestique n'avait pas agi dans ses fonctions, puisqu'il s'agissait de ses propres abeilles et non de celles de son maître. Ce dernier fut néanmoins condamné, mais uniquement parce qu'il avait toléré chez lui un état de choses dangereux, sans veiller à ce que des précautions nécessaires fussent prises. (S. 61. 2. 11.)

Dans d'autres circonstances, la jurisprudence a classé comme ayant été accomplis hors des fonctions des actes faits hors de la maison du maître. Ainsi, il est de principe que le maître

répond de l'accident de voiture causé par la faute de son domestique, chargé par lui de conduire son attelage. Mais, si le domestique conduit pour son propre compte le cheval et la voiture de son maître, que celui-ci lui a prêtés, par exemple, soit un dimanche, soit un jour férié, en dehors du temps où il l'occupe, l'accident causé par le domestique est-il réputé avoir été commis dans sa fonction, et engage-t-il la responsabilité civile de son maître? (D. 69, 2. 217.)

Nous ne le croyons pas; car le maître a fait un acte de pure obligeance envers son préposé, et celui-ci agissait, non dans ses fonctions, mais dans un unique but de plaisir.

La Cour de Paris vient de juger tout récemment sur cette question une affaire très délicate. Un cocher de louage avait offert à un camarade de le transporter gratuitement dans sa voiture. En route, un accident survint par la maladresse du cocher, et son malheureux compagnon fut grièvement blessé: qui devait être déclaré responsable, le patron ou le cocher? En d'autres termes, le préposé avait-il agi ou non dans ses fonctions?

Les juges du premier degré répondirent par la négative, arguant de ce que le cocher avait enfreint les ordres de son patron sur la manière dont il devait remplir ses fonctions. Mais, l'exis-

tence d'une réglementation à laquelle le cocher était tenu de se conformer n'atteste-t-elle pas les liens de préposé à commettant ? La désobéissance du préposé ne permet nullement au maître de décliner la responsabilité de l'article 1384 Code civil, pas plus d'ailleurs qu'elle ne l'admet à prouver qu'il a été dans l'impossibilité d'empêcher le dommage. C'est ainsi d'ailleurs qu'en a décidé la Cour de Paris en condamnant le patron à 1.200 fr. de dommages-intérêts et aux dépens. (D. P. 96. 2. 342.)

Il existe aussi des questions très délicates sur le point de savoir quel est le véritable répondant du préposé ; en d'autres termes, on se demande souvent qui doit être déclaré responsable quand une personne est détachée au service d'une autre par un maître ou un patron dont elle est habituellement le préposé.

On peut dire qu'en principe les personnes que l'on emploie accidentellement, et qui sont louées à celui qui s'en sert par leurs maîtres et patrons, ne sont pas des préposés au regard de celui qui les a ainsi louées pour un service déterminé. « En effet, dit M. Sourdat, les patrons sont de véritables entrepreneurs auxquels on s'adresse pour tels et tels services : s'ils se font représenter par des ouvriers à leurs gages, c'est à eux d'en répondre. » Ainsi, lorsqu'on loue une voiture à un professionnel, la responsabilité de

l'accident arrivé par le fait du cocher ou des chevaux donnés à louage, incombe à l'entrepreneur qui les a loués et non à la personne qui les a pris à bail.

Donc, la convention en vertu de laquelle on se sert du préposé d'un patron peut ainsi ne pas déplacer la responsabilité civile ; mais il doit en être autrement lorsqu'elle déplace l'*autorité* en la transportant du patron qui l'abdique en faveur de la personne qui emploie le préposé, et qui devient momentanément son patron, l'ayant d'ailleurs suffisamment choisi par le fait de l'accepter.

On trouve principalement des applications de ce principe, quand la personne qui emploie est chef d'une entreprise dans laquelle rentre la profession de la personne employée. Voilà, par exemple, un entrepreneur de roulage qui cède à une compagnie de chemins de fer la disposition de ses chevaux et de leurs conducteurs ; il ne garde sur eux aucune autorité ni aucune direction, et il les met entièrement à la disposition de la compagnie. Il dépouille donc complètement ses qualités d'industriel dirigeant son personnel, pour se réduire au rôle de spéculateur bénéficiant de la différence entre le prix du louage payé par la compagnie et les frais d'entretien, tels que la nourriture des chevaux et le salaire des hommes.

Un accident est causé par les chevaux guidés par les hommes : la compagnie est responsable, car elle avait seule la direction du personnel ; seule, elle était investie de l'autorité, et le propriétaire ne pourra être attaqué que dans le cas où ses animaux seraient vicieux. L'espèce a été jugée tout récemment au détriment de la compagnie de l'Est. (D. 92. 2. 467.)

Il en aurait été autrement, si la Compagnie de chemins de fer avait traité avec un entrepreneur général, et avait réservé la direction des travaux à ses propres ingénieurs : l'entrepreneur serait considéré comme son préposé, et la compagnie serait civilement responsable du dommage causé par celui-ci aux tiers dans la confection de ses travaux. (D. 65, 1, 373.)

Autre question : le fermier ou métayer est-il le préposé du bailleur ? En principe, non ; car il ne suffit pas d'un louage de choses pour qu'une subordination du preneur soit établie à l'égard du bailleur. A moins de stipulation spéciale, le maître ne peut surveiller les faits personnels de son fermier ; celui-ci agit à sa guise en suivant sa propre impulsion et à l'insu même du bailleur. En principe général, les fautes sont personnelles ; mais, si l'article 1384 étend la responsabilité aux maîtres et commettants relativement aux faits de leurs domestiques ou préposés, le motif de cette disposition

exceptionnelle se trouve — dans l'état de dépendance et de subordination de l'auteur du fait, vis-à-vis de celui qui l'a employé — dans la surveillance que le second a le droit et le devoir d'exercer sur le premier ; de telle sorte que, si celui-ci est en faute, celui-là a tout au moins encouru le reproche de s'être relâché dans ce devoir, ce qui équivaut à un manquement personnel. Du reste, le louage de choses n'établit point l'autorité du bailleur et la dépendance ou la subordination du preneur ainsi qu'elles existent dans les rapports de maîtres à préposés ; le bailleur a cédé moyennant un prix convenu son droit de jouissance et d'administration au preneur, lequel exploite à son gré et en dehors de toute direction imposée par le bailleur.

Mais, si en principe le fermier ou le métayer n'est pas un préposé, il peut très bien prendre cette qualité à l'occasion d'actes qu'il accomplira pour le compte de son propriétaire. Il peut même arriver qu'un métayer rende son maître responsable à l'occasion d'un animal dont il a, lui métayer, l'usage habituel. — Voilà, par exemple, un fermier qui ramène du concours agricole un taureau faisant partie du cheptel d'une métairie, mais qui n'a été exposé à ce concours qu'au nom et par ordre du propriétaire ; pendant le trajet, le taureau blesse un passant, et le propriétaire veut rejeter la responsabilité

sur le fermier : qui doit répondre ? — L'espèce s'est présentée et a été jugée avec raison en faveur du fermier par la Cour d'appel de Bordeaux. (D. 75, 2, 68.)

En effet, le métayer faisait dans la circonstance l'office d'un préposé ; car, s'il avait conduit l'animal au concours pour le ramener ensuite à la métairie, c'était uniquement par ordre et dans l'intérêt de son propriétaire.

En résumé, d'après la doctrine et la jurisprudence, le maître est présumé coupable des fautes de son préposé, et cela, parce qu'il est réputé avoir fait un mauvais choix dans la personne de cet individu, mauvais choix justifié par l'événement. Il n'a pour se défendre que deux moyens : prouver que l'accident est arrivé pendant que le préposé était en dehors de ses fonctions, prouver qu'aucune action en responsabilité ne peut être intentée, soit parce qu'il y a eu cas fortuit, soit parce qu'il y a faute de la victime.

SECTION II

Le préposé a été blessé par l'animal.

« Le maître de l'animal, dit M. Larombière, est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement envers les étrangers, mais aussi envers ceux qui, comme domestiques, ouvriers

et préposés, sont chargés de la garde, de la surveillance, de la conduite de l'animal, pourvu qu'aucune faute personnelle ne leur soit imputable. » (*Obligations*, art. 1385, n° 8.)

En effet, la responsabilité existe aussi bien à l'égard du préposé qu'à l'égard d'un tiers quelconque. Les termes de l'article 1385 sont généraux ; ils ne distinguent pas entre les préposés ou serviteurs du maître et toutes autres personnes qui seraient victimes de l'animal : le salaire fixé par un contrat de louage de services est donné comme indemnité des travaux dont la limite est connue à l'avance, et non comme une compensation des chances futures et inconnues auxquelles le serviteur peut être exposé dans le cours de son service, et qui n'entrent ni ne peuvent entrer en ligne de compte dans la fixation d'un salaire ordinaire.

On peut même dire que la manifestation extérieure des vices d'un animal, leur connaissance par le préposé ou serviteur, n'atténuent en rien la responsabilité du maître qui conserve sciemment l'animal et continue d'en tirer profit. La présomption de faute de l'art. 1385 ne peut céder que devant la preuve d'un cas fortuit ou d'une faute imputable à celui qui a éprouvé le dommage.

Le principe ne souffre pas de difficulté quand la cause du dommage ou de l'accident est con-

nue, c'est-à-dire quand il y a faute du maître ou faute professionnelle du préposé.

Supposons d'abord qu'il y ait faute du maître. Voilà un propriétaire qui connaît la méchanceté de son cheval, et n'en prévient pas son garçon d'écurie ; celui-ci reçoit un coup de pied qui lui brise une jambe : n'est-il pas juste que son maître soit responsable ? — Un cas intéressant sur la matière s'est présenté devant la Cour de Pau. Un cocher, soignant des chevaux atteints de la morve, attrapa la maladie et en mourut ; la famille intenta une action contre le propriétaire, et les juges le déclarèrent responsable : cette décision est-elle bien rendue ? On peut dire que le cocher a été imprudent, puisque les chevaux présentaient toutes les apparences de la contagion. L'état des naseaux, les boutons farineux et d'autres indices révélateurs ne devaient lui laisser aucun doute. Aussi, la partie défenderesse a-t-elle pu dire qu'il s'était volontairement exposé au péril. — Il y a beaucoup de vrai dans cette assertion ; mais il est facile de répondre que la faute du domestique n'exclut pas celle du maître, et que la responsabilité de celui-ci peut seulement être atténuée. Le propriétaire n'a-t-il pas manqué totalement de surveillance, et n'est-il pas réputé connaître les terribles effets du virus ? (S. 77. 2. 77.)

Le maître ne serait pas responsable, par

exemple, si le préposé avait commis une faute lourde qui aurait entraîné l'accident. Un cocher sait qu'un cheval est dangereux, et, malgré cela, il profite du peu d'expérience de son maître pour le pousser à l'acheter ; un malheur arrive, et, le jour même de l'accident ce cocher avait mal attelé et mal conduit : comment pourra-t-il se plaindre du mal qu'il a encouru par sa propre faute ? (D. 80. 1. 134.)

Jusqu'à présent, nous avons supposé que la cause de l'accident était connue ; mais, si cette question n'est pas tranchée, si l'on ignore qui a pu déterminer le malheur, *quid* ? — Devra-t-on dire, comme précédemment, que l'article 1385 exige une présomption de faute contre le propriétaire, et qu'ici, comme dans les autres cas, il est responsable, à moins d'établir une force majeure ou une faute commise par son préposé ? — Devra-t-on, au contraire, décider que le maître peut se libérer par la seule preuve qu'il n'a à se reprocher ni imprudence ni négligence ? — Trois systèmes sont en présence :

D'après un premier système, il ne faut pas généraliser la présomption de l'article 1385. Quand un animal blesse un préposé chargé d'en prendre soin, la responsabilité du maître n'est pas engagée, à moins que l'on ne prouve que l'animal avait un vice qui rendait l'accident imminent et probable. — C'est ainsi qu'il a été

jugé par la Cour de Montpellier que les blessures faites par un cheval au domestique chargé de le soigner, n'entraînent pas la responsabilité du maître, alors qu'on ne peut prouver que cet animal, avant l'accident, n'avait jamais agi d'une façon contraire à sa nature paisible. (S. 68, 2, 72).

Un deuxième système, au contraire, admet la généralité de l'article 1385, et, d'après lui, la présomption doit s'appliquer aussi bien pour un préposé que pour un tiers. De plein droit, le propriétaire sera réputé coupable, et, s'il veut se dégager, il devra prouver, soit le cas fortuit, soit la faute de son préposé. — Ce système est celui que nous admettons. On le reconnaîtra facilement, il est entièrement conforme aux principes que nous avons émis plus haut d'une manière générale, à savoir que la responsabilité du propriétaire d'animaux découle d'une faute qu'il est toujours présumé avoir commise. Seule, la preuve d'un cas fortuit ou d'une faute de la victime peut le libérer. Mais nous ne développerons pas à nouveau la théorie de la responsabilité, et nous nous contenterons de renvoyer au chapitre I^{er}.

Nous ne pouvons passer sous silence un système intermédiaire qui repose sur des bases toutes différentes, et qui a surtout été soutenu par M. Labbé. — D'après l'éminent juriscôn-

sulte, la véritable question est celle-ci : celui qui a été blessé par l'animal confié à sa direction, peut-il invoquer l'article 1385 ? Ne doit-on pas tenir compte, au contraire, du contrat qui a été passé entre le maître et le domestique, et observer exclusivement les principes du louage de services ou d'industrie ? — C'est à cette dernière idée que se rattache M. Labbé.

Il enseigne que les articles 1382 et suivants sont faits pour les tiers, et que les contractants n'encourent l'un envers l'autre que la responsabilité qui découle de leur contrat. D'un côté, on est en présence d'obligations qui se forment sans convention ; de l'autre, il y a obligation contractuelle, et, entre les deux causes d'engagement, il y a incompatibilité absolue. On ne peut pas appliquer les mêmes règles de responsabilité à des personnes qu'aucun contrat n'a encore mises en rapport, et à des personnes qui sont unies par le lien d'un contrat.

Ce système, soutenu par M. Labbé, conduirait, s'il était suivi, à un bouleversement complet dans la doctrine jusqu'ici admise par tous les arrêts, et soutenue par tous les auteurs. Nous n'entrerons pas dans l'étude et la discussion de ce système ; car il nous entraînerait trop loin de notre sujet et des limites que nous nous sommes tracées.

SECTION III

L'animal a agi secundum naturam. — Il a agi contra naturam.
— **L'animal s'est égaré ou échappé.**

1°. — *L'animal a agi secundum ou contra naturam.*

Une notable différence existe ici entre le droit civil et le droit romain. D'après les textes du Digeste (L. I, 7, D. *Si quadrupes pauper, fecisse dicatur*), la loi concernait seulement le dommage causé par les animaux domestiques, lorsqu'ils sortent de leurs habitudes pacifiques, c'est-à-dire quand ils causent un dommage *contra naturam*. La règle était générale, et l'on ne trouve qu'une seule exception dans les Sentences de Paul, pour le cas où le dommage consistait à avoir brouté sur le terrain d'autrui.

D'après notre Code, la distinction n'existe plus : que l'animal agisse *secundum naturam*, en suivant son instinct, comme si un mouton va brouter l'herbe du voisin ; qu'il agisse *contra naturam*, comme si un bœuf donne un coup de corne, l'article 1385 Code civil s'applique avec toute sa force.

Des règlements particuliers ont souvent régi les dégâts causés par les animaux *secundum naturam*. C'est ainsi que l'on trouve les lois des

28 septembre-6 octobre 1791 et 4 avril 1839, qui se sont occupées tout spécialement des dommages causés par les bestiaux, volailles, pigeons, etc... Mais, comme nous devons nous étendre plus tard en détail sur cette législation, nous nous contenterons, pour le moment, de cette simple indication.

D'une manière générale, quelle est donc ici l'étendue de la responsabilité du propriétaire? L'animal qui, en suivant son instinct, cause du dommage, par exemple lorsqu'il s'échappe pour aller paître les herbages ou les récoltes d'autrui, engage la responsabilité du maître d'une façon absolue, et cela est fort raisonnable. Le maître profite du dommage en ce que l'animal a pris aux dépens d'autrui la nourriture que lui seul doit fournir; et, de plus, il pouvait prévoir et empêcher cette espèce de dommage, en exerçant lui-même ou en exigeant de ses domestiques une surveillance plus active et plus assidue. Sous ce double rapport, la responsabilité absolue du maître est parfaitement justifiée, et personne ne la conteste.

Mais, lorsqu'il s'agit du dommage que commettent les animaux en s'écartant du naturel de leur espèce, par exemple les chevaux, les bœufs qui mordent, frappent ou blessent, la décision de la loi qui fait peser la responsabilité sur le maître, est peut-être plus discutable. En tout

cas, elle est contestée, et Toullier nous dit : « Le dommage qu'on a pu prévoir et que causent les animaux contre le naturel de leur espèce, ne devrait-il pas être considéré comme un accident forfuit, dont personne ne répond quand il est arrivé sans sa faute ? C'est sans doute pour ces motifs que les Romains permettaient au maître d'abandonner l'animal pour le dommage, lorsque, d'ailleurs, on n'avait aucune faute à lui reprocher. » Il est certain que le dommage ne peut pas toujours être prévu, et que le maître ne saurait toujours l'empêcher ; mais plus un animal est dangereux, plus son propriétaire est strictement obligé de l'empêcher de nuire à autrui. De plus, il ne faut pas oublier qu'il y a des règlements destinés à prévenir les accidents, et que celui qui ne les observe pas est certainement en faute.

Quoi qu'il en soit, l'article 1385 émet une présomption de faute sur la tête du maître, sans distinguer si l'animal a agi selon ou contre sa nature ; et l'on doit déclarer le propriétaire en faute, s'il ne prouve un cas fortuit ou une faute de la victime. Il faut donc faire une distinction entre le cas où le maître est convaincu de négligence et celui où la personne qui a souffert le préjudice se l'est attiré par sa propre imprudence. La nuance est souvent délicate, et c'est pour essayer de la mettre plus en évidence que

nous développerons successivement les deux hypothèses.

Dans le cas de négligence ou imprudence, le maître est presque toujours responsable, soit que le dommage ait été causé par la pétulance de l'animal, soit qu'il ait été le fait de sa férocité. Ainsi, par exemple, voilà un propriétaire qui, sachant son cheval peureux, le donne à conduire à un jeune enfant ; pendant le trajet, le cheval est effrayé, s'emporte et tue un passant : n'est-il pas évident que le maître est coupable, et qu'il avait commis la plus grande imprudence en confiant ainsi un cheval qu'il savait vicieux à un enfant en bas âge ?

« Il faut même décider, dit M. Sourdat, que tous les accidents qui proviennent du fait des animaux laissés en état de divagation sont à la charge du propriétaire, par exemple la blessure d'un individu renversé dans la rue par des chiens qui se battent ou qui, en jouant, se précipitent dans ses jambes » Ici, en effet, le maître est coupable pour n'avoir pas suffisamment surveillé ses chiens. — De même le charretier mordu par un cheval peut attaquer légitimement son propriétaire, si ce dernier n'avait pris aucune précaution pour empêcher l'accident. (D. 67, 5, 369.)

Dans la seconde hypothèse, c'est-à-dire lorsque celui qui a souffert le dommage se l'est

attiré par sa propre faute, soit en excitant, soit en irritant l'animal par un fait qui présente bien le caractère d'une provocation, le propriétaire est dégagé de toute responsabilité. On ne peut certainement pas admettre la plainte d'un cocher qui irrite, excite son cheval par des coups, et qui finalement reçoit une ruade qui lui casse un membre. — De même, voilà un préposé qui a la garde de plusieurs chevaux ; ces animaux se battent, et, après la lutte, non seulement il ne les sépare pas les uns des autres, mais encore il passe sans précaution derrière eux et à portée de leurs pieds. Il reçoit un coup qui lui brise la jambe : est-il en droit de se plaindre ? Assurément non, car il a été, dans la circonstance, un négligent et un maladroit. L'espèce a été jugée, et telle a été la décision du tribunal. (D., 81, 2, 111.) — La Cour de cassation vient de rendre sur la matière un arrêt tout récent. Elle a décidé que le fait de se saisir d'un cheval en dehors de toute nécessité, volontairement et sans mandat, pour le ramener de l'écurie où il se trouvait à la demeure de son propriétaire, est une grave imprudence, et que le propriétaire n'est pas responsable des dommages que la bête peut causer. (D., 94, 1, 403.)

Que décider quand le propriétaire a été la cause du dommage, mais seulement la cause indirecte ? — Ainsi, par exemple, je laisse mon

cheval et ma voiture dans la rue sans aucun gardien ; un individu passe, donne un coup de fouet à mon cheval, et celui-ci, dans un emportement subit, cause un grave malheur : suis-je en partie responsable ? Évidemment, le coup de fouet a été la cause directe de l'accident ; mais n'est-il pas aussi bien probable que, si j'avais confié ma bête à un gardien, l'accident ne serait pas survenu ? — Aussi, à notre avis, les deux auteurs du malheur pourront-ils être condamnés solidairement aux dommages-intérêts ¹.

2° *L'animal s'est égaré ou échappé.*

Que l'animal se soit égaré ou échappé, la responsabilité de l'article 1385 s'applique toujours. Cette circonstance qu'il était égaré ou échappé ne peut qu'aggraver en effet la responsabilité du propriétaire, puisqu'elle sera le plus ordinairement la preuve d'un défaut de surveillance de sa part : ici, comme toujours, la responsabilité repose sur une présomption de faute. (D. 87, 1, 266.)

Une question délicate se pose à l'esprit à propos de ce sujet. Un animal furieux et emporté brise tout sur son passage, et de graves accidents sont imminents. Un homme courageux se

1. V. chap. III, sect. I.

jette au devant de lui et est blessé. Pourra-t-on dire qu'il est coupable et qu'il n'a nul droit à une indemnité? Une pareille décision révolterait la conscience, et c'est avec justice que la jurisprudence est formée en sens contraire. « Il n'y a là, dit M. Demolombe, ni une imprudence ni une négligence; c'est un des actes les plus louables de courage et de dévouement! »

SECTION IV

L'animal a causé du dommage à un autre animal ou un dommage commun avec d'autres animaux.

Il peut arriver qu'un animal en provoque un autre, et cause ainsi un préjudice, soit en blessant ou tuant l'autre animal, soit en commettant des dégâts. Ces sortes de dommages, causés indirectement au propriétaire de l'animal non agresseur, sont régis par les mêmes principes que ceux qui ont été causés directement par un animal à une personne.

Plusieurs cas peuvent se présenter. Supposons d'abord que l'on connaisse l'animal agresseur : dans cette hypothèse, il n'y a pas de difficulté et aucun doute ne saurait naître; c'est évidemment au propriétaire de ce dernier animal qu'incombe la charge du préjudice. « Si un autre animal, dit Toullier, a effarouché celui qui a

causé le dommage, c'est contre le propriétaire du premier que doit être dirigée l'action en réparation. Si deux bœufs ou deux taureaux appartenant à des maîtres différents se blessent, c'est le maître de l'agresseur qui doit payer le dommage: on applique aux brutes ce que l'on décide à l'égard des hommes. » (t. 11, n° 316.) De même, si un animal tué avait été l'agresseur, son maître n'aurait rien à réclamer.

Mais, si l'animal agresseur n'est pas connu, si l'on ignore qui a attaqué, qui a commencé la lutte, quel propriétaire devra être responsable? Toullier répond : « Si l'on ignore quel a été l'agresseur, la perte de l'animal mort est considérée comme un cas fortuit supportable par le propriétaire. » (t. 11, n° 316.) M. Sourdat est du même avis : « Dans le doute, la perte ne pourrait être considérée que comme un cas fortuit. » (*De la Resp.* t. 2, n° 1455.) — Cette solution serait très plausible, si l'article 1385 Code civil n'existait pas. En effet, d'après les principes de cet article, quand un dommage a été causé par un animal, une présomption de faute est émise à la charge de son propriétaire, et celui-ci ne peut se dégager qu'en prouvant un cas fortuit ou une faute de la victime: pourquoi n'appliquerait-on pas ces principes généraux au cas présent? La mort de l'animal est une cause de dommage pour son propriétaire, et l'auteur indirect présumé

de ce dommage n'est autre que le maître de l'animal vivant; c'est donc à lui qu'incombe la responsabilité, s'il ne peut faire la preuve d'une force majeure ou d'une faute.

Il arrive encore assez fréquemment qu'un propriétaire possède un animal infecté d'une maladie contagieuse, et que, malgré l'avis de l'autorité il se refuse à l'abattre : quelle responsabilité encourt-il, si la maladie se communique à d'autres animaux sains ? Un exemple résoudra la question. Il a été jugé que celui qui cause l'introduction d'une épizootie dans une commune est responsable, non seulement de la perte des bestiaux atteints de la maladie, soit qu'ils y aient succombé, soit qu'ils aient été abattus par ordre de l'autorité, mais encore de la perte des bestiaux non atteints, que l'autorité administrative a dû faire abattre par mesure de précaution sanitaire. Il doit en conséquence à l'État le remboursement des indemnités payées par celui-ci aux propriétaires des animaux abattus en vertu de la loi du 30 juin 1866. (D. 77. 5. 387.)

Dans un autre ordre d'idées, il peut se faire que des animaux réunis en commun aient causé un dommage, soit à des bestiaux, soit à des biens appartenant à des propriétaires étrangers. En pareil cas, comment répartir la responsabilité ? « Lorsque plusieurs animaux, dit M. Larom-

bière, appartenant à divers maîtres ont concouru à un acte dommageable, et que cet acte est indivisible dans ses éléments, le maître de chaque animal est solidairement responsable avec les autres, sauf aux juges à répartir entre eux le montant des condamnations, suivant la participation de l'animal qui appartient à chacun dans la perpétration du fait. Mais, si chaque animal avait causé un dommage particulier, distinctement appréciable dans sa cause et dans son objet, il n'y aurait plus de solidarité, et chaque maître serait séparément et divisément responsable. » (Larombière, t. v, n° 10.)

Du reste, comme nous le verrons plus loin, la question est aujourd'hui tranchée législativement, au moins en ce qui concerne les chèvres. (Loi du 6 avril 1889, art. 2 et 3.)

Il peut arriver que plusieurs propriétaires aient fait une convention d'après laquelle quelques-uns ou tous renoncent au bénéfice de l'art. 1385. Le propriétaire attaqué, et en faveur de qui aurait été fait pareil contrat, n'aurait qu'à le prouver comme s'il s'agissait d'un cas fortuit ou d'une faute. Des conventions de ce genre peuvent être tacites et réciproques, et on en trouve un exemple dans ce fait de plusieurs propriétaires qui placent leurs animaux dans des prés communs, en se dispensant mutuellement de les surveiller. Les chances d'accidents

étant égales de part et d'autre, ils sont censés les avoir également encourues, et on peut les considérer comme ayant entendu s'affranchir réciproquement de la responsabilité légale. Il n'en serait autrement que dans le cas où l'égalité des risques aurait été rompue, notamment dans l'hypothèse où l'on aurait introduit dans le pâturage un animal vicieux et méchant.

CHAPITRE III

ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DE CEUX QUI SE SERVENT DE L'ANIMAL.

SECTION I^{re}

De ceux qui se servent et profitent *directement* de l'animal.

L'article 1385 Code civil édicte : « Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est responsable, etc. » On peut dire, avec tous les auteurs, que l'article comprend certainement l'usufruitier, l'usager, le commodataire et le locataire ou fermier. En somme, toute personne ayant obtenu la jouissance de l'animal par un contrat en est responsable, et toutes les règles que nous venons de développer pour ce qui concerne le propriétaire lui sont applicables. — Le principe est fort juste ; car il est tout naturel que ceux qui profitent de l'animal et le font travailler pour leurs besoins, supportent les dommages dont cet être est l'auteur. Donc, que l'animal agisse *contra* ou *secundum naturam*, qu'il soit égaré ou

échappé, l'usager est responsable : c'était à lui de le surveiller et d'en prendre soin.

Mais, si le propriétaire est affranchi en principe de toute responsabilité, on ne peut dire cependant qu'il soit à l'abri de toute obligation. Si, par exemple, il a commis une faute envers son locataire, son commodataire, s'il a loué un animal vicieux sans prévenir la partie contractante, il est évidemment coupable ; et cette partie sera recevable dans son action récursoire, à condition d'établir que le dommage provient des vices de l'animal. Bien entendu, le propriétaire ne pourrait plus être inquiété, si on relevait une faute ou une négligence à la charge du demandeur, ou si encore il était prouvé que ce dernier avait été averti des défauts de la bête. En pareil cas, en effet, il s'était volontairement chargé des risques.

Il peut se produire aussi une responsabilité solidaire quand il y a faute des deux côtés. C'est ainsi que la Cour de Paris a condamné solidairement le propriétaire d'un manège et son client pour la réparation d'un accident causé par un cheval pris en location. Le maître du manège avait eu le tort de louer un cheval susceptible d'emportement et très ardent, sans prévenir le cavalier, et ce dernier était en faute pour n'avoir pas su conduire et diriger le cheval qu'il montait. Il y avait donc, d'un côté,

maladresse ; de l'autre, manque de précautions.

Une autre question se pose à propos de cette matière. Nous avons dit que l'usager, le locataire, etc., étaient responsables ; mais cette responsabilité est-elle entière ? En d'autres termes, la partie lésée pourrait-elle attaquer à la fois et le détenteur et le propriétaire ? Au contraire, la responsabilité n'est-elle que subsidiaire, ou enfin, ne pourra-t-on jamais rechercher le propriétaire ? Tout l'intérêt de la question se trouve contenu dans le cas d'insolvabilité de la personne qui jouissait de l'animal. Peut-on attaquer le propriétaire, même subsidiairement, — la victime du dommage a bien des chances d'obtenir une réparation ; la partie défenderesse est-elle seule attaquable, — la personne lésée n'obtient rien. L'intérêt pratique de la question est donc considérable.

La jurisprudence et les auteurs y répondent par cette déclaration que la responsabilité du dommage est, non pas collective, mais alternative. La victime peut poursuivre ou le propriétaire de l'animal, s'il l'avait en sa possession, ou l'individu qui en avait la jouissance au cas contraire ; mais elle ne peut attaquer et le propriétaire et l'usager, soit en même temps, soit l'un après l'autre, et cela, quand bien même l'usager serait complètement insolvable. (Demolombe, *Contrats*, t. VIII, n° 639. — Aubry, et

Rau, t. iv, n° 448, p. 771 et note 12.) — Le sort de la victime dépendra donc de la solvabilité du défendeur seul : à elle de se renseigner sur la situation des deux parties et d'attaquer en temps propice soit le propriétaire, soit l'usager.

De tout ceci ressort cette conséquence, que celui qui se servait de l'animal au moment où le dommage a été commis, n'a pas de recours en garantie contre celui qui en est propriétaire. « Cependant, dit M. Sourdat, nous admettrions ce recours ou plutôt l'action concomitante directe contre le propriétaire, s'il était personnellement en faute de s'être dessaisi de la garde de l'animal, comme s'il avait confié un cheval vicieux à un enfant incapable de le conduire. » (Sourdat, t. xxi, n° 1430 *in fine*.)

Ces principes ne sont donc pas absolus ; et, en dehors de cette première dérogation, nous en trouvons une autre formellement consacrée par l'article 2 de la loi du 28 septembre-6 octobre 1791, ainsi conçu : « Les dégâts que les bestiaux de toutes espèces, laissés à l'abandon sur les propriétés d'autrui, auront causés, soit dans l'enceinte des habitations, soit dans les champs ouverts, seront payés par les personnes qui ont la jouissance des bestiaux ; si elles sont insolvable, ces dégâts seront payés par celles qui en ont la propriété. » — Ce texte autorise donc l'action en responsabilité principalement

contre la personne qui avait la jouissance de l'animal et, subsidiairement, contre le propriétaire pour le cas d'insolvabilité. — Cette disposition est exceptionnelle, et doit être interprétée strictement. Cette rigueur d'interprétation est d'autant plus importante, que les conséquences de l'article 2 sont parfois exorbitantes. Il s'en suivra, par exemple, que dans le cas de cheptel et d'usufruit, un propriétaire éloigné de cent lieues de l'endroit où le dommage a été causé sera cependant responsable, si ses fermiers ou l'usufruitier sont insolvables. Le propriétaire pouvait-il, à une pareille distance, exercer une surveillance sur les animaux dont l'usufruitier ou le colon avaient la jouissance? Le fermier ou le colon, dira-t-on, sont choisis par le propriétaire, et, à ce titre, il doit répondre de leurs fautes! — Mais cette réponse serait juste tout au plus à l'égard du fermier ou du colon; on ne pourrait invoquer les mêmes raisons contre l'usufruitier, qui tient presque toujours son droit et son titre d'une volonté étrangère à celle du propriétaire. La vérité, c'est qu'il y a là une disposition contraire aux principes, et qu'à cause de son caractère d'exception, elle doit être rigoureusement limitée aux espèces prévues.

SECTION II

De ceux qui profitent indirectement de l'animal.

Jusqu'ici, nous nous sommes occupés de l'usufruitier, de l'usager, du locataire et du commodataire, qui profitent *directement* de l'animal en le faisant travailler pour eux : ne doit-on pas considérer encore comme se servant de l'animal, au sens de l'art. 1385, ceux à qui l'animal a été remis pour lui donner des soins et pour faire à son occasion un acte lucratif? — Dans ce dernier cas, en effet, l'animal est pour ces personnes un moyen *indirect* de profit, et, du moment qu'il y a profit, on doit les considérer comme se servant de l'animal.

Ainsi, d'après ces principes, un hôtelier, un vétérinaire, un maréchal ferrant, seront considérés comme des usagers de l'animal, et par ce fait même deviendront responsables. Déjà Toullier était partisan de cette assimilation, et il nous rapporte que la question a été tranchée par le Parlement de Grenoble en décembre 1776. Il fut décidé que l'aubergiste était responsable des accidents survenus chez lui quand il n'avait pas pris toutes les précautions nécessaires, et que l'installation de ses écuries était défectueuse. (Toullier, t. II, n° 316.)

Aujourd'hui, la jurisprudence est presque unanimement fixée dans ce même sens. Il a été jugé, par exemple, qu'un aubergiste serait seul responsable en cas d'accident, si le cheval d'un voyageur était sous la conduite d'un domestique de l'hôtelier. (D. 70. 2. 187.) On pourrait citer beaucoup d'arrêts du même genre.

Le cas serait différent, bien entendu, si l'animal était atteint d'un vice qui n'avait pas été déclaré par le propriétaire. L'aubergiste aurait un recours contre ce dernier, et l'on peut même dire qu'en cas d'accident, le propriétaire serait responsable et envers l'aubergiste et envers ses gens. Cette déclaration de vices est intimement liée à l'obligation de prendre de part et d'autre des précautions. Du reste, tout récemment, c'est-à-dire en 1894, la Cour de Dijon a fait application de cette idée ; elle a condamné solidairement à la réparation des dommages un aubergiste et un propriétaire, parce que d'un côté, l'aubergiste, averti des vices de l'animal, n'avait pas pris toutes les mesures de prudence dans son écurie, et que, d'un autre côté, le propriétaire n'avait fait aucune observation sur les précautions insuffisantes dudit aubergiste. (D. 94, 2, 71.)

A propos d'aubergiste, on aura remarqué que beaucoup d'hôteliers, surtout à la campagne, affichent dans leurs écuries qu'ils ne répondent

pas des accidents. Les propriétaires qui lisent cette affiche en entrant savent à quoi ils s'exposent; par conséquent, la clause de l'aubergiste leur est certainement opposable, et, en cas d'accidents entre animaux, l'hôtelier ne peut être actionné. Mais cette clause a une limite, et l'hôtelier ne pourrait s'en prévaloir à l'égard des tiers qui n'habitent pas l'auberge. Supposez qu'un cheval brise sa longe, s'échappe dans la rue et blesse quelqu'un : l'aubergiste ne pourra se décharger sur le propriétaire ; car, ici, l'accident n'est pas arrivé dans l'auberge, et l'avis ne prévoit que ceux-là.

La Cour de cassation a fait une application intéressante du même principe dans un arrêt de la Chambre civile du 3 décembre 1872. Un passant avait été blessé par un cheval, alors que ce cheval était ramené de la forge à l'écurie par l'ouvrier d'un maréchal ferrant. La victime actionna le maréchal en dommages-intérêts, et l'affaire vint en cassation, où ce dernier fut définitivement déclaré responsable. — La Cour décida — que l'artisan qui recevait chez lui un animal pour lui donner les soins que comporte son état, devait être considéré comme l'ayant sous sa garde ; — qu'il devait, par suite, être assimilé à une personne qui en a momentanément l'usage. Conséquence : la responsabilité de l'article 1385 doit peser exclusivement sur le

maréchal chargé de ferrer un cheval, tant qu'il ne l'a pas reconduit chez son maître. Jusqu'à ce moment, en effet, le propriétaire cesse d'encourir la responsabilité du même article 1385, et il ne peut être tenu de réparer le préjudice causé par son animal qu'en cas d'application de l'article 1383 C. civ., c'est-à-dire s'il est convaincu personnellement d'avoir commis une faute particulière. En un mot, le maréchal ferrant à qui un cheval a été confié est seul responsable, dans les termes de l'article 1385. (D. 73, 1, 337.)

Il faut aller même plus loin et décider qu'à chaque fois que la faute professionnelle de l'individu consiste à s'exposer, il n'a aucune indemnité à réclamer au propriétaire en cas d'accident. Il savait, en effet, quel danger il courait, et ce danger est en quelque sorte inhérent à sa profession. C'est ainsi, par exemple, qu'un vétérinaire ne pourrait se plaindre s'il avait gagné la maladie de l'animal qu'il soignait. En sa qualité d'homme de l'art, il devait savoir quelles précautions étaient nécessaires pour se protéger du mal, et prendre tous les moyens d'éviter la contagion. S'il ne l'a pas fait, il est évidemment coupable, et sa demande en dommages-intérêts ne saurait être fondée. J'ai un cheval qui est atteint de la morve, un chien que je soupçonne d'hydrophobie; je les conduis à mon vétérinaire, et ce malheureux a la maladresse de

se laisser contaminer: y a-t-il l'ombre de faute de ma part? Pouvais-je mieux faire que de prévenir l'artiste de tous les symptômes et de tous mes soupçons? A notre avis, le vétérinaire est plutôt deux fois coupable, coupable par sa maladresse, coupable par son ignorance et son incapacité, qui peuvent un jour ou l'autre causer malheur à ses clients. Et puis, cette profession consiste à s'exposer, et c'est à l'occasion des risques qu'il court avec les animaux qu'il se procure un état lucratif. On doit donc le considérer comme usager, d'après le sens que nous avons exposé plus haut.

Un arrêt tout récent de la Cour de Paris vient encore confirmer cette théorie.— Il existe à Paris des sociétés concessionnaires de la garde et de la surveillance des chevaux et voitures en stationnement près des marchés ; en retour, naturellement, ces compagnies perçoivent des droits des propriétaires desdits chevaux et voitures. — La question posée à la Cour était celle-ci : en cas d'accident, une pareille société doit-elle être assimilée à une personne qui a momentanément l'usage des chevaux confiés à ses soins? Doit-on, par suite, la rendre responsable à l'exclusion des propriétaires de chevaux, tant que ceux-ci ne leur ont pas été rendus? — La Cour de Paris a fait application des principes précédents, c'est-à-dire qu'elle s'est prononcée contre la société,

en faveur du propriétaire. — « Considérant que la Société d'exploitation des marchés, concessionnaires de la garde et de la surveillance des chevaux et voitures en stationnement près des halles et des droits à percevoir desdits chevaux et voitures, doit être assimilée à une personne ayant momentanément l'usage des chevaux confiés à ses soins ; que c'est à elle, par conséquent, qu'incombe la responsabilité édictée par l'article 1385, tant que les chevaux n'ont pas été restitués à ceux à qui ils appartiennent, etc... »

Voici enfin une question délicate qui se présente très fréquemment. — Un cheval est remis par son propriétaire à un acheteur éventuel pour être essayé par lui ; si pendant l'essai un accident se produit, qui est responsable ? Le propriétaire et l'acheteur éventuel doivent-ils répondre solidairement du préjudice, ou l'un des deux seul doit-il être inquiété ? En somme, le cas se ramène à ceci : l'essayeur a-t-il eu ou non la garde et la direction de l'animal ? Évidemment, une pareille question est avant tout une question de fait, dont la solution dépend des circonstances de la cause et des conventions intervenues entre les parties. S'il est reconnu que l'acheteur éventuel avait seul la surveillance et la direction de l'animal, il est seul responsable ; car, du moment qu'il avait accepté la charge, il devait encourir les risques.

Si, au contraire, il était reconnu que l'essayeur n'avait aucun titre à la garde de l'animal, et qu'il ne faisait que suivre les prescriptions du propriétaire pour l'essayage, sa responsabilité serait complètement dégagée. On le traiterait alors comme un préposé. (Cass., 9 avril 1892.)

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉ SPÉCIALE A CERTAINS ANIMAUX

SECTION 1^{re}

Des Chiens.

Le chien, cet animal si intelligent et si sympathique, nous fournit quelques applications intéressantes des principes de la responsabilité. Il engage son maître, en effet, tantôt par ses cruelles et dangereuses morsures, tantôt par les graves préjudices qu'il cause, tantôt par ses agissements et ses dégâts pendant la chasse. Nous diviserons notre étude en deux parties : celle qui concerne le dommage des chiens en général, celle qui s'applique plus spécialement aux chiens de chasse.

Chien quelconque.— Le chien en général peut obliger son maître à une réparation civile pour une multitude de préjudices. Quelques-uns, en particulier, sont curieux et intéressants, et c'est à ceux-là seulement que nous nous attacherons.

Tout d'abord, il arrive fréquemment, surtout à la campagne, que les propriétaires placent un

chien de garde pendant la nuit dans les dépendances de leurs habitations; souvent même, ils l'attachent à un arbre, d'où le chien peut seulement atteindre ceux qui voudraient pénétrer sur les parties closes de la propriété. Dans de pareilles circonstances, le propriétaire est-il responsable des blessures faites par son chien à un individu qui pénètre dans les dépendances de son habitation aux approches de la nuit? Évidemment non; car le propriétaire n'a fait qu'user d'un droit de défense très légitime. Il n'a commis aucune faute en profitant des services de son chien, et il a été particulièrement prudent en l'attachant à un arbre. La victime seule était coupable de s'aventurer sur la propriété, surtout à la portée du chien¹.

Il en serait autrement, par exemple, si la victime s'était présentée en plein jour pour un motif plausible, et avait pénétré par la porte d'entrée restée ouverte, avec l'autorisation des gens de service. Le propriétaire serait en faute pour une double raison : les chiens de garde sont généralement attachés pendant le jour, surtout quand ils sont féroces; le fait de laisser sa porte ouverte et de donner l'autorisation d'entrer, constitue en quelque sorte une garantie de sécurité de la part du propriétaire².

1. Bordeaux, 6 avril 1892 (S. 92, 2, 183).

2. Alger, 5 juin 1878.

Le maître est encore civilement responsable quand il possède un chien de garde dont les hurlements troublent la tranquillité des voisins. En effet, la Cour de cassation a décidé « que, si des bruits incessants troublent pendant la nuit la tranquillité des habitants, la voie civile leur est ouverte, à l'effet de poursuivre la réparation du dommage qu'ils auront à souffrir. » (D., 67, 1, 288.)

Une autre question, d'un genre tout différent, a été posée au tribunal de Chambéry, et résolue par lui dans des conditions qu'il est bon de relater en détail, parce qu'elles permettent, à raison de la complexité des faits, de mettre en évidence les principes de la matière. — Le propriétaire d'un chien en avait confié la conduite à une jeune fille qui n'était pas sa domestique. Ce chien avait été mordu antérieurement par un congénère atteint de la rage ; mais la maladie n'était pas ouvertement déclarée. La jeune fille tenait le chien en laisse, lorsque tout à coup, par un mouvement subit, l'animal lui échappa et s'enfuit. Au même moment passait un jeune homme que la gardienne appela à son aide pour rattraper le chien. Le jeune homme se rendit à son invitation ; mais il fut mordu au visage, et mourut de la rage quelques jours après.

Le propriétaire du chien était-il responsable ? Le tribunal de Chambéry, par deux jugements

en date du 28 mars 1885 et 15 janvier 1886, répondit affirmativement. (S., 86, 2, 117.) — Est-il possible de critiquer cette décision ? Nous ne le croyons pas. Comme nous l'avons dit précédemment, la personne qui se dévoue de son propre mouvement pour empêcher un accident, ne saurait être déclarée responsable ; elle est digne, non seulement d'intérêt, mais encore de la plus haute admiration. Pourquoi n'appliquerait-on pas la même faveur à la personne qui, sans même soupçonner le danger, se rend à l'invitation d'une autre pour lui rendre service ? A notre avis, on peut arguer d'*a fortiori*.

Un cas de responsabilité assez curieux vient aussi de se produire devant la Cour de cassation. — Le 5 mars 1891, la dame G..... était assise avec ses enfants sur un banc, à Bayonne. Survient la dame L....., accompagnée d'un chien de chasse ; celle-ci prend place sur le banc, et donne la laisse à tenir à un enfant de la dame G..... ; cet enfant, voulant aller jouer, confie le chien à sa mère. Au moment où celle-ci venait de prendre la laisse, le chien, apercevant un autre chien dans la rue, s'élança au devant de lui ; et, dans le mouvement que fit l'animal, le crochet de la laisse, qui était insuffisant pour supporter l'effort d'une bête aussi vigoureuse, se brisa, et l'extrémité vint frapper la dame G..... sur l'œil droit. Par suite de la maladie

survenue à la suite de ce choc, l'œil est aujourd'hui complètement perdu. Sur l'assignation des époux G....., les époux L..... furent déclarés civilement responsables de l'accident par un jugement du tribunal de Bayonne du 8 décembre 1891. Cette décision ayant été confirmée par un arrêt de la Cour de Pau, l'affaire vint en cassation, où la Cour suprême cassa l'arrêt¹.

La question était bien délicate et bien difficile : devait-on dire que, dans la circonstance, il y avait cas fortuit ? Devait-on appliquer rigoureusement l'article 1385 Code civil, qui rend le propriétaire responsable de plein droit ? — Chose certaine, aucune faute n'existait du côté de la victime, tandis qu'on pouvait taxer d'imprudence le fait d'avoir attaché le chien avec un porte-mousqueton insuffisant. Au fond, dans cette affaire, nous croyons que la gravité de l'accident a dû contribuer pour beaucoup à faire écarter le cas fortuit.

Autre espèce. Un chien a l'habitude de sauter dans un parc bien clos et rempli de lapins ; un beau jour, le garde du propriétaire du parc tue le chien d'un coup de fusil : est-il dans son droit ? — La Cour de Bordeaux a décidé avec raison l'affirmative. « Le maître du parc, dit-elle, n'a fait qu'user, rigoureusement peut-être

¹ I. D., 94, 1, 306.

mais légalement, de son droit de propriétaire. Si, en pareil cas, on n'avait pas le droit de tuer les chiens qui causent du dégât, comment s'y prendrait-on pour se protéger contre eux ? »

Du chien de chasse. — En vertu de l'article 1385, un chasseur est responsable des dégâts et agissements de son chien pendant l'action de la chasse. Il ne pourrait même s'exonérer en prouvant que l'animal s'est mis de lui-même, par son seul instinct, à la poursuite du gibier, sans avoir été conduit ni excité par son maître. C'était à ce dernier de le rappeler et de le maintenir près de lui.

Suivant les principes que nous avons émis précédemment, il faut encore dire que, lorsqu'un chasseur a prêté son chien à une autre personne, c'est cette personne seule qui encourt la responsabilité pendant tout le temps que le chien est sous sa garde.

SECTION II

Des Bestiaux

On doit entendre le mot bestiaux dans un sens large, et comprendre sous cette dénomination, non seulement les bœufs et les vaches, mais encore les chevaux et les ânes. Comme nous l'avons déjà vu, quand un cheval mord, qu'un bœuf donne un coup de corne, on applique

purement et simplement l'article 1385 Code civil ; mais il ne faut pas oublier que les accidents, les malheurs que causent ces animaux ne sont pas le seul genre de dommage qu'ils peuvent faire éprouver.

Lorsque l'animal est gardé par son propriétaire ou par un berger, les difficultés que présente cet article ne peuvent être grandes, car on sait à qui s'adresser ; mais, il n'en est pas toujours ainsi. Souvent, les animaux paissent à l'abandon ; souvent, des troupeaux de bœufs sont conduits pendant la nuit d'un marché à un autre, et quelques-uns, restant en arrière, dévastent les propriétés à la faveur de l'obscurité ; fréquemment encore, des bergers négligents ou mal intentionnés laissent dévorer par leurs animaux les blés qui bordent la route, et, comme le délinquant est inconnu, il est difficile de s'en prendre à lui. Dans tous ces cas, il est juste de permettre un recours contre l'animal lui-même, de saisir la bête, puisque l'homme ne peut être atteint, et de mettre ainsi la main sur l'instrument du dommage. — Ce sont ces idées qui ont inspiré les lois de 1791 et 1889, lois que nous allons étudier dans cette section et les suivantes.

En ce qui concerne les bestiaux, il faut distinguer deux périodes : avant 1889, nous étions régis et par l'article 1385 et par la loi des

28 septembre-6 octobre 1791 ; — depuis cette époque, une législation nouvelle a consacré le principe de l'article 1385, mais en modifiant sur certains points la loi de 1791.

Loi de 1791. — Le texte de cette loi qui nous intéresse se trouve au titre II, article 12 ; il porte :

« Les dégâts que les bestiaux de toute espèce laissés à l'abandon feront sur les propriétés d'autrui, soit dans l'enceinte des habitations, soit dans un enclos rural, soit dans les champs ouverts, seront payés par les personnes qui ont la jouissance des bestiaux ; si elles sont insolvables, ces dégâts seront payés par ceux qui en ont la propriété. »

On peut remarquer ici une grave dérogation aux principes généraux : d'après le droit commun, le propriétaire est couvert par celui qui a la jouissance des animaux ; ici, au contraire, le propriétaire est tenu pour responsable en cas d'insolvabilité du locataire ou du fermier ¹.

Le même art. 12 dit encore :

« Le propriétaire qui éprouvera les dommages aura le droit de saisir les bestiaux, sous l'obligation de les faire conduire, dans les vingt-quatre heures, au lieu du dépôt qui sera désigné à cet effet par la municipalité. (C'est ce

1. V. chap. III, sect. I.

que l'on appelle aujourd'hui la mise en fourrière.)— Il sera satisfait aux dégâts par la vente des bestiaux, s'ils ne sont pas réclamés ou si le dommage n'a pas été payé dans la huitaine du jour du délit. »

Ce texte n'autorise donc pas la saisie des animaux par cela seul qu'ils sont en délit; il faut encore qu'ils soient *laissés à l'abandon*. On doit en déduire que, si quelqu'un les garde, les voies de fait ne sont plus permises, et l'on doit recourir à l'action en justice, soit devant les tribunaux de police, s'il y a eu procès-verbal dressé par des gardes champêtres ou forestiers, soit devant le juge de paix comme juge civil.

Évidemment, il est inutile d'attendre l'expiration du délai de huit jours pour rendre les animaux à leur propriétaire qui les réclame, lorsque ce dernier, après avoir acquitté les frais de fourrière, offre une caution solvable pour répondre de leur valeur. Mais, quand ce fait n'a pas lieu, la vente a lieu après affiche du jour de vente vingt-quatre heures à l'avance; puis, avec le produit, il est fait paiement du dommage, après le prélèvement des frais que nous venons d'indiquer.

Loi de 1889. — La loi du 4 avril 1889 reproduit les dispositions générales de la loi de 1791, relative aux bestiaux non gardés ou sans gardien connu, qui ont causé du dommage, c'est-

à-dire mise en fourrière, vente après affiche, prélèvement du montant des frais et des dommages sur le prix de la vente.

Cette loi consacre cependant plusieurs innovations. Ainsi, la loi de 1791 ne s'appliquait qu'aux bestiaux, tandis que la loi nouvelle se sert à dessein de l'expression *animaux*, ce qui est fort différent. Du reste, pour montrer dans quel esprit il est conçu, les rédacteurs de l'exposé ajoutent : « Les fermiers ont trop souvent de grands chiens mal nourris qui dévastent les récoltes, dévorent les animaux de basse-cour et détruisent le gibier. La loi nouvelle autorise à les saisir. Il est vrai que la vente de ces mauvais chiens suffirait rarement à la réparation du dommage. Toutefois, la mainmise sur l'animal amènera le plus souvent son maître à se présenter. » (*Documents parlementaires*, année 1882.)

De plus, tout en reproduisant les dispositions de l'ancienne loi, la nouvelle législation les organise. En vertu de ses décisions, lorsqu'un préjudice a été causé par des animaux non gardés ou dont le gardien est inconnu, le propriétaire peut les saisir ou les faire saisir; mais, il n'a pas le droit d'en disposer. Il est tenu de les conduire sans retard au lieu du dépôt désigné à cet effet par l'autorité municipale, soit qu'il y ait une fourrière déjà régulièrement autorisée, soit que

le maire détermine l'emplacement provisoirement affecté à cette destination. Si le maire parvient à connaître la personne responsable du dommage, il l'en avertit immédiatement; et, comme la loi ne prescrit aucune formalité relativement à cet avis, il peut être donné par simple lettre.

L'avertissement donné, le dommage doit être réparé dans la huitaine, à compter du jour où il a été commis. Autrement, les animaux saisis sont vendus sur une simple ordonnance du juge de paix, qui évalue les dommages. Cependant, en ce qui concerne cette évaluation, l'ordonnance ne devient définitive à l'égard du propriétaire de l'animal que dans le cas où il n'a pas formé opposition par simple avertissement, dans la huitaine de la vente. Enfin, sur le produit de cette vente, déduction faite des frais, il est satisfait aux dégâts.

Nous venons de dire que le juge de paix évalue le dommage, et que cette fixation de dommage peut être frappée d'opposition par le propriétaire. Ces deux dispositions n'existaient pas dans la loi de 1791 ni même dans le projet de M. Ribière, présenté au Sénat le 5 déc. 1881. (*Journal officiel* du 21 janv. 1882.) — Le troisième alinéa de l'art. 1^{er} du projet portait :

« Si les animaux ne sont pas réclamés, et si le dommage n'est pas payé dans la huitaine du

jour où il a été commis, il est procédé à la vente sur ordonnance du juge de paix, et, sur le prix, il est satisfait aux dégâts. »

C'était tout, et d'ailleurs le projet fut adopté dans ces termes par la Sénat, à la première délibération. (Séance du 17 janv. 1882.) Mais, lors de la seconde, MM. Brunet et Baragnon, critiquèrent la rédaction de l'article premier comme incomplète, et proposèrent deux amendements.

« Cet article, dit M. Brunet, prévoit le cas où le propriétaire des animaux resterait inconnu ; alors, si les animaux ne sont pas réclamés, ils doivent être vendus au bout de huit jours, et, sur le prix, il est satisfait aux dégâts. Eh bien, je demande qui déterminera la quotité des dommages-intérêts ! Il est certain que, si l'on se trouve en présence du propriétaire responsable, un conflits'engage, et, contrairement avec lui, l'importance du dommage est réglée par le juge. Mais, si le propriétaire n'est pas présent — c'est l'espèce que semble prévoir plus particulièrement l'article — qui déterminera le quantum de dommages-intérêts ? Quelle procédure devra-t-on suivre pour fixer la somme qui devra être prélevée sur le prix de vente au profit du propriétaire de l'immeuble endommagé ? Je crois donc que la commission pourrait compléter l'article qu'elle propose par ces quelques mots : « Il est satisfait aux dégâts, tels qu'ils auront été

évalués par le juge de paix, sur l'ordonnance même par laquelle il aura autorisé la vente. » (Sénat, séance du 4 février 1882.)

De son côté, M. Baragnon insista près de la commission pour qu'une voie de recours fût organisée au profit du propriétaire de l'animal, lorsque ce dernier viendra à connaître sa condamnation aux dommages-intérêts. « J'ajouterais à l'article proposé par la commission : A partir de la vente, le propriétaire de l'animal a un délai de huit jours pour faire juger contradictoirement devant le juge de paix l'appréciation des dommages. »

Sur ces observations, l'article premier et les amendements furent renvoyés à la commission, et, à la séance du 18 février 1882, cette même commission soumit au Sénat la nouvelle rédaction, qui fut adoptée.

Signalons, en terminant, une question intéressante soumise à la Cour de Bourges, en 1886 : le propriétaire est-il responsable quand son animal occasionne un accident en s'introduisant sur une voie ferrée non munie d'une clôture continue ? Il naît un doute à cause de la loi de 1845, qui exige, sauf pour certaines lignes, l'existence d'une clôture rendant impossible aux bestiaux l'accès de la voie. Le propriétaire peut-il dire : la loi de 1845 exige une clôture ; la Compagnie exploitante n'en a pas mis, donc elle est

en faute? — la Cour de Bourges n'a pas admis ce raisonnement du propriétaire, et a maintenu sa responsabilité pour les motifs suivants : « Attendu qu'il est de principe que la clôture n'est pas imposée par la loi ou les règlements dans l'intérêt des riverains, et que ceux-ci ne peuvent, en conséquence, se prévaloir de son absence pour décliner les responsabilités qu'ils encourent suivant le droit commun, et spécialement celle qui leur incombe pour tout dommage causé par les animaux.... »

Cependant l'arrêt reconnaît que le principe comporte certaines atténuations, et qu'il y aurait lieu de rechercher, en fait, si l'entrepreneur n'a pas commis lui-même une faute en faisant circuler des trains sur une voie en construction et non close, longeant des terrains destinés au paturage, sans prendre de précautions contre les imprudences et les négligences des riverains. Il aurait dû prévoir que, malgré la plus stricte surveillance, les animaux échappent à leurs gardiens. (S. 86, 2, 107.)

SECTION III

Des Chèvres.

De tout temps, les chèvres ont été considérées comme particulièrement redoutables parmi les animaux broutants, pour les dégâts

qu'elles causent, tantôt aux bois et aux forêts, tantôt aux champs et aux vignes. Le droit romain et l'ancien droit ont édicté pour elles des mesures spéciales, et la loi de 1839, suivant ces traditions, leur consacre deux articles.

Les chèvres, dont l'humeur vagabonde est bien connue, sont tantôt conduites à la main, tantôt jointes pour le pacage aux vaches et aux moutons. Elles suivent ces animaux avec plus ou moins de docilité, errant souvent à l'écart du troupeau conducteur, et broutant çà et là les vignes et les jeunes pousses.

Ces bêtes peuvent donc être fort nuisibles; aussi, sans vouloir contrarier des usages locaux depuis longtemps en vigueur, il était bon de ne pas tout livrer à l'arbitraire. Prenant un moyen terme, qui permet de donner satisfaction aux bonnes habitudes et aux exigences légitimes de chaque localité, la nouvelle loi a prescrit des mesures qui tendent à prévenir le dommage et à en assurer la réparation.

D'abord, après avis des conseils généraux et des conseils d'arrondissement, les préfets sont autorisés à prendre des arrêtés déterminant les conditions sous lesquelles les chèvres peuvent être conduites et tenues au pâturage. Puis elle fait cesser une difficulté qui se produisait souvent pour les raisons suivantes. Lorsque plusieurs chèvres sont conduites en commun,

il est difficile de reconnaître dans le nombre celle qui a commis le dommage. Cette incertitude rend déjà la répression difficile ; mais le berger a bien soin d'augmenter l'embarras en attribuant la faute à la chèvre dont le propriétaire est le moins solvable. La loi de 1889 a prévenu cette manœuvre frauduleuse en déclarant responsables solidairement du préjudice tous les propriétaires de chèvres conduites en commun. Cette solidarité nécessaire les détermine à choisir avec plus de soin le berger dont ils sont responsables, tout en ne les empêchant pas d'exercer les uns contre les autres tout recours légitime. Ils peuvent donc ainsi rechercher entre eux le véritable coupable.

SECTION IV

Des Volailles.

Comme pour les bestiaux, il faut distinguer, au sujet des volailles, l'ancienne réglementation de 1791 et la nouvelle de 1889.

Et d'abord, qu'entendre par l'expression générique « volailles », au sens des lois 1791 et 1889 ? Certains on dit que leurs dispositions ne s'appliquaient pas à la grosse volaille, telle que les dindons ; mais cette opinion ne repose sur aucun motif sérieux. Le texte ne fait pas de

distinctions ; il parle des volailles en général, et de quelque espèce qu'elles soient. Or, il est bien certain que les dindons sont des volailles ; du reste, un arrêt de cassation du 26 décembre 1868 décide qu'on ne doit pas distinguer entre les différentes espèces de volailles, oies, canards, dindons, cygnes, etc... (D., 69, 1, 389.)

Maintenant, quelles sont les règles applicables aux volailles ? Aux termes de l'article 12, titre II, du Code rural de 1791 : « Si ce sont des volailles, de quelque espèce que ce soit, qui causent le dommage, le propriétaire, le détenteur ou le fermier qui l'éprouvera pourra les tuer, mais seulement sur le lieu, au moment du dégât. » Cette disposition remplace la saisie autorisée pour les bestiaux : comme il est presque impossible de saisir les volailles, le seul moyen de s'en assurer, c'est de les tuer, et voilà la raison qui a guidé le législateur. Mais il faut remarquer qu'on ne peut tuer les volailles qu'autant qu'elles errent à l'abandon. Ainsi, on ne saurait considérer comme agissant selon son droit le propriétaire qui tuerait des volailles sur son propre terrain en présence du maître de ces animaux ; en pareil cas, en effet, les volailles ne seraient pas à l'abandon. (Cass., 16 janv. 1875, S, 75, 1, 135.)

Pour ce qui concerne la propriété des volailles tuées par le propriétaire du champ dévasté, il

faut considérer comme certain que ce dernier ne peut se les attribuer. Les volailles sont en effet des animaux domestiques, et ce seul caractère empêche de les assimiler, comme le gibier, à des *res nullius*, propriété du premier occupant. Les volailles ont toujours un maître, même si elles errent à l'abandon. Le législateur de 1791 aurait pu les attribuer au* propriétaire du champ gaspillé, à titre de dédommagement ; mais, dans ce cas, n'aurait-il pas prévu l'hypothèse très fréquente où leur valeur dépasse celle du dommage causé ? Cependant, Carnot enseigne que le propriétaire du fonds dévasté peut s'approprier les volailles qu'il a tuées, comme réparation du dommage, à moins que leur premier propriétaire ne les réclame en temps utile. — Mais, comment peut-on se baser sur un délai utile qui n'est fixé par aucune loi ?

Il est certain, au contraire, que, loin d'avoir le droit de s'emparer des volailles tuées, le propriétaire qui détruit doit prévenir le maître de ces animaux, afin qu'il puisse en tirer parti. Il n'est dispensé de ce soin qu'autant que ce maître lui est inconnu. De plus, les volailles doivent être tuées au moment même du dégât, et le dommage doit être actuel et effectif, et non pas seulement possible ou imminent.

Comme nous l'avons dit, il convient d'assimiler aux volailles proprement dites certains

oiseaux qui ne sont pas d'ordinaire considérés comme tels. Il a été jugé qu'on pouvait tuer les oies et canards qui détruisent le frai du poisson, soit dans les étangs et canaux fermés, soit même dans les cours d'eau dont la pêche est affermée. (S., 69, 1, 285. — S., 69, 1, 186.)

Quand il s'agit d'une exploitation rurale, il n'y a donc pas de doute : le droit de tuer l'animal est consacré par l'art. 12, tit. II, de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791. Mais que décider quand les animaux s'introduisent dans des exploitations *non rurales* ?

Les auteurs ne sont pas d'accord, et la jurisprudence laisse place au doute. D'après M. Guillon (*Des mauvais traitements envers les animaux*, p. 19.), « il faut bien prendre garde que la disposition dont il s'agit (loi de 1791) n'a été introduite au Code rural que dans l'intérêt de l'agriculture. Des termes dans lesquels elle est conçue et de l'esprit qui l'a dictée, il résulte qu'elle a pour but exclusif de protéger les exploitations rurales. La faculté qu'elle donne au propriétaire, locataire ou fermier, de se faire justice sur le lieu même et au moment du dégât, doit donc, comme toute disposition dérogatoire au droit commun, être réservée et restreinte aux cas que la loi détermine, et rester totalement étrangère à la police urbaine. » Cette théorie est suivie par la Cour de cassation (S. 55, 1.862);

mais elle n'est pas admise par tout le monde, loin de là. M. Blanche notamment (*Étude sur le Code pénal*, n° 428) prétend que cet arrêt ne contient qu'une décision d'espèce, et, d'après lui, il est en contradiction avec des arrêts ultérieurs, par exemple celui du 27 décembre 1864. (S., 65, 1, 392.)

Quoi qu'il en soit, la doctrine de la Cour de cassation paraît bien fixée dans le premier sens, puisque les mêmes théories se retrouvent dans un arrêt du 26 décembre 1868. (S., 69, 1, 285.) On peut lire dans les motifs que la faculté accordée par la loi de 1791 « est subordonnée à une double condition, et que, d'après les termes formels et précis de la loi, elle ne peut être exercée que pour protéger les *propriétés rurales* contre un dégât actuel et effectif. »

Il faut donc que le dommage ait été commis dans une propriété rurale. Cette doctrine ne paraît pas très logique : si les volailles s'introduisent dans un jardin en ville, n'y causeront-elles pas autant de dommages que si elles errent dans un champ même ensemencé ? — Pourquoi le jardin serait-il moins digne de protection que le champ ? Un texte serait nécessaire pour détruire cette inégalité ; mais, d'ici là, on ne doit pas étendre la loi de 1791 au delà de l'hypothèse qu'elle prévoit.

La loi du 6 avril 1889 sur le Code rural a consacré des solutions analogues.

Art. 4 : « Celui dont les volailles passent sur la propriété voisine et y causent des dommages, est tenu de les réparer. Celui qui les a soufferts peut même tuer les volailles, mais seulement sur le lieu, au moment du dégât, et sans pouvoir se les approprier. » — Cependant, sur le point de savoir si le droit de détruire n'empêche pas de réclamer une indemnité, l'article 3 éclaircit un point que la loi de 1791 n'avait pas exprimé formellement. Cet article 3 porte en effet : « Tout délit rural ci-après mentionné sera punissable d'une amende ou d'une détention..... *sans préjudice de l'indemnité* qui pourrait être due à celui qui aurait souffert le dommage. »

L'art. 5 contient aussi une disposition nouvelle, suivant laquelle le propriétaire peut réclamer les animaux de basse-cour qui s'enfuient dans les propriétés voisines, et cela quoiqu'il les ait perdus de vue. Maintenant, ce droit de suite ne lui est pas ouvert pour un temps indéterminé : l'art. 5 du projet primitif portait seulement qu'il devrait l'exercer dans les huit jours à partir de celui où il a connu le lieu de leur retraite, et le rapport de M. Ribière ajoutait que, ce délai passé, il était présumé les avoir abandonnés ou se reconnaître impuissant à constater leur identité.

Mais, lors de la discussion devant le Sénat, M. de Gavardie critiqua cette disposition, trouvant dérisoire ce délai de huit jours, et demandant qu'on le portât à quelques mois. Cette critique produisit son effet, et le délai d'un mois fut adopté en faveur du propriétaire. (Séance des 4 et 18 fév. 1882.)

SECTION V

Des Pigeons.

On peut diviser les pigeons en deux catégories : les pigeons de volière et les pigeons de colombier. Les premiers sont toujours considérés comme animaux domestiques, et leur destruction tombe sous l'application de l'article 454 Code pénal. Nous n'avons pas à nous en occuper.

Les pigeons des colombiers, au contraire, offrent à notre étude une matière intéressante, à cause de leur état tout à la fois de liberté et de dépendance. Ces animaux vivent presque toujours aux dépens des propriétés voisines, et ils sont susceptibles d'y causer d'importants dégâts. Aussi, à toutes les époques, le législateur s'en est-il préoccupé, car des dispositions spéciales étaient nécessaires. On ne peut pas, en effet, appliquer aux pigeons la dénomination de

« volailles » ; on ne peut pas non plus leur appliquer le texte de l'article 12 de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 : « Bestiaux ou volailles laissés à l'abandon », puisque ces animaux ne peuvent être gardés à vue. Ils vont de tous côtés en pleine liberté, et ce n'est qu'à certains moments qu'ils se retirent dans leurs colombiers.

Avant le décret du 4 août 1789, portant abolition du régime féodal, certains seigneurs avaient seuls le droit de fuie et de colombier, et il était interdit, sous des peines diverses, de tuer les pigeons d'autrui. (Ordonnance du 1^{er} janvier 1350, ordonnance du 13 juillet 1607.) L'exercice de ce droit, à certaines époques de l'année surtout, causait aux récoltes un réel dommage. Des plaintes affluaient de toutes parts; mais il fallut la Révolution pour faire disparaître le droit de colombier. Toute personne put dès lors avoir des pigeons; mais, afin d'éviter les abus de l'ancien régime, l'article 2 du décret du 4 août 1789 édicta :

« Les pigeons seront enfermés aux époques fixées par les communautés (municipalités); et, pendant ce temps, ils seront regardés comme gibier, et chacun aura le droit de les tuer sur son terrain..... » — La destruction est encore autorisée par le même décret à l'époque où les pigeons ne devaient pas être enfermés, mais avec des restrictions nouvelles.

En somme, il faut envisager deux hypothèses : celle où les propriétaires doivent enfermer leurs pigeons, celle où ils n'y sont pas obligés.

Supposons d'abord que des pigeons pillent des propriétés à l'époque de la fermeture réglementaire des colombiers : quel sera le droit du lésé ? L'article 2 du décret de 1789 l'autorise à tuer ces animaux sur son terrain ; de plus, il déclare que, « durant ce temps, ils seront considérés comme gibier ». — Deux grosses conséquences découlent de ces principes. On peut dire tout d'abord que, non seulement le propriétaire, mais encore le fermier, l'usufruitier, ou toute autre personne chargée de les représenter possèdent le droit de destruction. (S., 85. 2, 40. — Toullier, t. II, n° 302.) D'autre part, ces personnes ont le droit de s'emparer des pigeons tués ; car, pendant l'époque où les pigeons doivent être renfermés, ils sont réputés gibier, et, comme tels, ils deviennent *res nullius*.

Si l'on suppose maintenant que les ravages sont commis à l'époque où les colombiers peuvent être ouverts, le propriétaire lésé aura-t-il les mêmes droits ? Dans ce cas, comme le dit M. Sourdat, le propriétaire pourra tuer les pigeons, mais seulement au moment du dommage. (Sourdat, t. II, n° 443.) Il ne doit pas s'en

emparer, mais les laisser à la disposition de leur propriétaire ; autrement, il commettrait un vol : les pigeons ne sont plus ici un gibier, mais bien des animaux domestiques. Si on a le droit de les tuer, c'est que, comme les poules, il est impossible de les saisir autrement. En d'autres termes, on est en droit de légitime défense en tuant les pigeons ; mais ce droit de défense est épuisé par la destruction de l'animal. De plus, la loi n'autorise la destruction qu'à la condition que l'animal soit sur son propre terrain, au moment où on le tue. On pourrait encore condamner pour vol celui qui tuerait des pigeons sur le terrain d'autrui.

Maintenant, supposons que le propriétaire s'est attribué la propriété du pigeon ou l'ait seulement tué, suivant les cas légaux : a-t-il, en plus de son droit de destruction, un droit à une indemnité ? Quelques-uns pensent que la réparation est suffisante quand le pigeon a été tué, et qu'on ne saurait réclamer quoi que ce soit en plus. Ils donnent comme raison que, si la destruction est autorisée, c'est que les pigeons étaient présumés n'appartenir à personne. (Henrion de Pansey, *Pouvoir municipal*, p. 98. — Rogron, *Code de la chasse expliqué*, p. 342.) L'opinion générale, au contraire, admet la parfaite compatibilité du droit de destruction avec celui d'une demande en dommages-intérêts.

Cette solution est bien celle qui découle de l'art. 1385 C. civ., et c'est bien aussi la plus raisonnable. Dans bien des cas, en effet, la valeur des pigeons sera de beaucoup inférieure à l'importance du dommage, dont le montant dépendra des circonstances. (Merlin — Toullier — Aubry et Rau.)

« Du reste, dit M. Sourdat, il en est du propriétaire de colombier comme de celui d'une garenne où les lapins se multiplient de manière à nuire aux voisins. Ceux-ci peuvent assurément les tuer sur leur terrain comme gibier, ce qui ne les empêche pas de poursuivre la réparation des dégâts contre le propriétaire. De même, le droit de tuer les volailles sur le terrain, au moment du dégât, n'exclut pas l'action en indemnité. » (Sourdat, t. II, n° 1144.)

Est-il nécessaire d'être muni d'un permis de chasse pour détruire les pigeons? Certes non, car il y a là l'exercice d'un droit naturel, implicitement reconnu par l'art. 9 de la loi du 3 mai 1844. Les pigeons ne sont pas des bêtes fauves; mais le principe est là qui décide de la question; et puis tuer des pigeons au moment où ils détruisent les récoltes, ne constitue pas un fait de chasse. (D., 45, 2, 57.)

Peut-on détruire des pigeons dans des propriétés non rurales, par exemple sur le toit d'une maison, dans un jardin entouré d'habi-

tations ? Le décret de 1789 a pour but de protéger la propriété rurale ; il ne parle nullement des autres, et il en résulte qu'on ne peut leur étendre ses dispositions. Cependant, il arrive quelquefois que la présence des pigeons sur les toits amène la corruption des eaux pluviales que l'on recueille dans les citernes ; dans ce cas, à défaut du droit de tuer, le propriétaire pourrait demander des dommages-intérêts, en vertu de l'art. 1385 C. civ. (Cass., 28 juil. 1855. — Lespigneux, *Traité de la propriété des pigeons*.)

Loi du 6 avril 1889.— La matière est actuellement régie par la loi du 6 avril 1889, qui a maintenu, en la précisant, la réglementation que nous venons d'exposer. Le texte des articles 6 et 7 de la nouvelle loi n'est que la reproduction des dispositions contenues en l'art. 2 du décret du 4 août 1789, mais avec cette différence cependant que le droit qui appartenait alors aux « communautés », c'est-à-dire aux municipalités, est réservé désormais aux préfets. Ces derniers ont la mission de déterminer chaque année, après avis des conseils généraux, pour tout le département ou séparément pour chaque commune, s'il y a lieu, l'époque de l'ouverture ou de la fermeture des colombiers. Le législateur de 1889 a donné aux préfets les attributions des municipalités, car celles-ci ne pouvaient s'entendre pour adopter les mêmes

mesurés dans l'étendue d'une certaine contrée. Dans certaines communes, il existait des arrêtés alors qu'il n'y en avait pas dans les communes voisines, de telle sorte que les mesures locales demeuraient toujours inefficaces. Une loi uniforme était préférable à tous les points de vue.

SECTION VI

Des Abeilles.

Généralités. — La nature de l'abeille est si merveilleuse, que de tous temps elle a été l'objet de l'attention et de la curiosité générales. Aristomaque de Soles consacra cinquante-huit ans, à observer les mœurs des abeilles ; Philesnes de Thrace passa pour ce motif toute sa vie dans les forêts, et nous savons, par Pline et Élien, que le philosophe Hylicus fut épris d'une si forte passion pour les abeilles, qu'il se retira dans les déserts pour les observer plus à son aise. Buffon seul s'est tenu à cet égard dans une étrange réserve : c'est, dit-on, que, lors de l'apparition de Buffon sur la scène du monde, son rival Réaumur, qui tenait le sceptre de la science, avait honoré les abeilles d'un juste et noble enthousiasme. Bref, il n'est pas d'animal plus singulier et plus remarquable que cet insecte ; aussi peut-on dire avec raison qu'une

des applications les plus curieuses et les plus délicates du principe de la responsabilité, est à coup sûr celle qui est relative aux dommages causés par les abeilles.

Et d'abord, il faut distinguer entre les abeilles qui n'appartiennent à personne, pas même au propriétaire du terrain sur lequel elles se trouvent, et celles qui sont élevées et entretenues dans les ruches : les premières appartiennent au premier occupant ; les secondes constituent une véritable propriété. Les Romains avaient admis cette distinction, et des textes nombreux établissent que les législateurs de l'époque avaient divisé les abeilles en deux catégories : les unes sauvages, *apes rusticae*, *apes ferae* ; les autres urbaines, *apes urbanae*, *cicures*, qu'ils reconnaissaient susceptibles de propriété particulière. (Inst. Liv. II, tit. I^{er}, § 15 ; Dig. Liv. XLVII, tit. II, 1, 26.) Notre ancien droit fait la même distinction, et nous la trouvons mentionnée en particulier dans le Traité de Chopin sur la coutume d'Anjou. Pour ce premier point, pas de difficultés : tout le monde reconnaît qu'il existe des abeilles à l'état sauvage et des abeilles qui font l'objet de propriété particulière.

Mais les abeilles renfermées dans les ruches sont-elles des animaux domestiques ou des animaux sauvages ?

Un arrêt de la Cour de Toulouse (S. 77, 2, 15) considère les abeilles en ruche comme des animaux sauvages, et expose ainsi les principaux arguments des partisans de cette opinion :

« Attendu que les animaux domestiques sont ceux qui se familiarisent avec l'homme, vivent autour de lui dans son habitation, sont nourris et se reproduisent par ses soins ; — que les abeilles conservent, même après l'occupation de l'homme, le naturel sauvage que leur reconnaissait la loi romaine ; — que, loin de vivre près de l'homme et sous son toit, elles sont éloignées de son habitation à raison des inconvénients et même des dangers que présente leur voisinage ; — que les abeilles se familiarisent si peu avec l'homme, qu'on est obligé de prendre des précautions pour approcher des ruches et enlever le miel que les travaux de ces insectes ont déposé dans ces cellules. »

D'après une autre opinion, les abeilles en ruche sont des animaux domestiques, puisqu'elles travaillent comme cette catégorie d'animaux pour le maître qui leur donne ses soins. Si elles ont une sorte de liberté, c'est que cette liberté leur est nécessaire pour vaquer à leurs besoins. De plus, elles montrent leur fidélité à leur ruche et leur dépendance collective vis-à-vis de l'homme, qu'elles enrichissent. On fait enfin remarquer que la plupart des abeilles naissent

dans les ruches et que leur propriété s'acquiert par accession. Pour celles-là du moins, dit-on, il est impossible de nier leur état de domesticité.

Quelle est la vérité ? — D'après M. Laurent, les abeilles sont des animaux « à moitié sauvages et à moitié domestiques »¹. — Bien que nous ayons classé les abeilles parmi les animaux domestiques, nous avouons que dans cette question, intéressante autant qu'embarrassante, nous penchons fortement vers cette opinion.

Du reste, nous avons relaté cette controverse beaucoup plus pour l'intérêt qu'elle comporte en elle-même que pour l'utilité de notre sujet ; car la question de sauvagerie ou de domesticité des abeilles rentre bien plus dans le domaine de la responsabilité pénale que dans celui de la responsabilité civile.

Fondement juridique. — En matière civile, en effet, que les abeilles soient des animaux sauvages ou domestiques, cela importe peu ; on ne considère que deux choses pour apprécier la responsabilité : le fait du dommage et le fait de la propriété. A ce dernier point de vue, on peut dire que, dès que les abeilles se réunissent dans une même ruche, qu'elles y apportent le suc qu'elles vont butiner au dehors, elles constituent la propriété de celui

1. *Principes du Droit civil*, t. VIII, n° 446, p. 526.

qui leur a préparé un logis dans le but de recueillir le produit de leur travail. Le législateur lui-même a tenu ce langage, d'une part en classant les ruches à miel dans la catégorie des immeubles par destination (art. 524 C. civ.), d'autre part en les déclarant insaisissables. (C. procéd., art. 592 et 593.) Aussi le propriétaire d'une ruche a-t-il le droit de poursuivre l'essaim qui s'en échappe sur le terrain d'autrui et d'y pénétrer pour le reprendre sans la permission du propriétaire. (S. 77. 1. 251.) Il est vrai que les abeilles peuvent retourner complètement à leur liberté naturelle, et, dans ce cas, il va sans dire que personne n'est responsable du dommage qu'elles causent; mais, tant qu'elles reviennent à leur ruche, elles sont une propriété privée, et l'on doit appliquer l'article 1385 Code civil, qui déclare « le propriétaire d'un animal responsable du dommage qu'il a causé, soit que cet animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ».

Les dommages causés par les abeilles sont encore plus fréquents qu'on ne le croit généralement. Ils revêtent diverses formes, et se traduisent tantôt par de graves accidents de personnes ou d'animaux, tantôt par de sérieux préjudices aux fruits et aux récoltes.

I) Dommages aux personnes. — Les abeilles en fureur sont extrêmement dangereuses; et,

pour montrer à quel point elles peuvent être redoutables, nous allons citer plusieurs exemples de leur féroceité.

Le 8 octobre 1859, près d'Aubusson, un sieur Bérard était occupé à récolter du miel dans des ruches qui lui appartenaient, et qu'il avait placées dans son jardin, près d'un mur séparant ce jardin de la voie publique, lorsque le sieur Legrand vint à passer en voiture sur la route en compagnie de son jeune fils, âgé de treize ans. Le cheval qui était attelé à la voiture fut assailli par les abeilles, que l'opération de la cueillette du miel avait rendues furieuses ; alors affolé, il se cabra et s'emporta sans pouvoir être dirigé. Les sieurs Legrand père et fils sautèrent à terre chacun de leur côté, et, pendant que le jeune Legrand courait éperdu pour échapper aux piqûres des abeilles, il fut frappé par la voiture, que le cheval entraînait dans une course désordonnée. Le soir même, cet enfant expirait, soit des suites de sa chute, soit du coup qu'il avait reçu.

Legrand assigna Bérard devant le tribunal d'Aubusson, et lui demanda 3.000 fr. de dommages-intérêts.

Le tribunal repoussa la demande, prétendant que l'article 1385 était inapplicable ici. « L'homme, disait-il, ne peut et ne doit répondre que de l'animal dont il a le domaine exclusif et dont il

peut diriger les instincts; il ne saurait être responsable des bêtes farouches que leur nature sauvage, *feritas genitilis*, et les nécessités modales de leur existence doivent soustraire au domaine exclusif de l'homme. De plus, on ne saurait imputer à quelqu'un un fait domma-geable qu'il n'a pas été en son pouvoir d'em-pêcher, un fait causé par des animaux sur lesquels il n'a qu'un simple droit d'occupation, une mainmise temporaire, et dont il n'a pu maîtriser les instincts naturels de carnage et de férocité; les abeilles, enfin, sont justement tenues pour des animaux farouches. »

Les juges du tribunal d'Aubusson ont tout simplement confondu l'abeille sauvage avec l'abeille urbaine, et c'est là toute l'origine de leurs erreurs. Ils ont considéré l'abeille éclore au milieu des bois, et n'ayant jamais travaillé pour un maître; ils n'ont pas voulu reconnaître à l'homme une puissance directe et réelle sur l'abeille; ils n'ont vu que l'abeille à l'état individuel, prise isolément et voltigeant dans les parterres au gré de ses caprices et de ses besoins: c'était, au contraire, à l'état sociable qu'il fallait voir l'abeille, à l'état de groupe ou d'essaim!

Aussi, dans son arrêt du 5 décembre 1860 4,

la Cour de Limoges ne fut-elle pas de l'avis du tribunal d'Aubusson. Elle déclara que l'article 1385 était parfaitement applicable à l'espèce, et que, de plus, on pouvait arguer de l'article 1383, qui veut que chacun soit responsable du dommage qu'il cause, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence. Or, elle voit ici une double imprudence : d'un côté, le propriétaire est coupable d'avoir placé des ruches dans le voisinage d'une route ; de l'autre, il est coupable pour n'avoir pas pris de précautions pendant la cueillette du miel, moment dangereux dont les passants auraient dû être avertis.

Une autre espèce, non moins intéressante, s'est produite devant le tribunal de Bordeaux, sur l'appel d'un jugement du juge de paix de la Teste.

Un sieur Dauny possède, au lieu de la Lande, commune de la Teste, un terrain dont l'étendue est de 660 mètres carrés. Il y a placé la quantité considérable de 140 ruches à miel. Ce terrain est clôturé par une barrière en bois de 1^m40 de hauteur. Il est entouré de grands pins au midi, au levant et au couchant ; quant au nord, ce terrain est découvert, et de ce côté sont des terres cultivées, entre autres et les plus rapprochées, celles des époux Delbos.

Le 13 mai 1868, sur les 6 heures du matin, un sieur Tachaires labourait avec un cheval à la charrue la terre des époux Delbos. A 7 heures, il fut assailli par un grand nombre d'abeilles, qui se ruèrent sur son cheval également. Il fut obligé de dételer l'animal et de se réfugier avec lui dans un petit bois voisin. Une demi-heure après, le cheval s'étant calmé, Tachaires revint sur la terre de Delbos pour y prendre sa charrette, lorsque, cette fois encore, son cheval et lui furent plus vivement attaqués par les abeilles, qui, revenues à la charge, les enveloppèrent en les piquant avec plus de fureur ; si bien que le pauvre animal, atteint surtout à la tête, se heurtait à tous les arbres et courait éperdu de douleur, aveuglé, étourdi par le nuage bourdonnant et grossissant des abeilles. Percé de dards de toutes parts, il alla se jeter dans un trou plein d'eau, dans le ruisseau du moulin, ets'y noya, tandis que Tachaires se roulait vainement sur un champ de trèfle pour amoindrir les coups de ses ennemis.

Le juge de paix de la Teste déclara Dauny responsable du mal causé par les abeilles, et le condamna à 200 fr. de dommages-intérêts. Ce jugement fut confirmé par la deuxième chambre civile du tribunal de Bordeaux, qui s'appuya sur l'article 1385, qui déclare le propriétaire d'un animal responsable du dommage causé

par cet animal. Et ici, aucun cas fortuit, aucune force majeure ne pouvait être invoquée ; il était clair qu'avec plus de circonspection et de vigilance, le préjudice eût pu être prévenu. En matière d'apiculture, en effet, il est d'une importance capitale de proportionner les ruches à l'étendue du terrain et de les espacer convenablement. Rien n'est plus fatal aux ruches que leur rapprochement. Cette promiscuité empêche les abeilles de trouver le nécessaire pour leur nourriture, et, quand les abeilles sont affamées, elles deviennent encore plus irascibles et plus disposées à la violence.

Or, comment excuser cet apiculteur de la Teste, qui avait installé 140 ruches sur une étendue de terrain de 660 mètres carrés, alors que, déduction faite du terrain consacré aux arbres, haies et broussailles, il ne restait plus que deux ou trois mètres carrés d'espacement ou de séparation ? En supposant 30.000 abeilles par ruche, chiffre moyen de la population d'une ruche, on trouve une masse totale de 4 millions 200.000 abeilles sur un terrain si restreint ! Le mélange des essaims est alors indispensable, et c'est justement ce qui est le plus antipathique aux abeilles. Peut-on s'étonner si les abeilles de cet apiculteur imprudent, éloignées seulement d'une quarantaine de mètres d'un laboureur bruyant, mais inoffensif, aient assouvi sur lui,

comme sur son cheval, qu'elles ont fait mourir, leur mauvaise humeur et leur juste colère ?

Dans cette affaire comme dans celle d'Aubusson, les défenseurs soutenaient que l'article 1385 était inapplicable. Le principe de la responsabilité quant aux animaux, disaient-ils, est fondé sur cette idée que tout maître doit garder et surveiller ses animaux. Eh bien, est-il possible de garder et de surveiller l'abeille quand elle vole ? Or, la vie de l'abeille, le fait dominant et permanent de sa vie, c'est l'état de vol. On ne peut empêcher les abeilles de voler, et, puisqu'il est impossible d'enchaîner leur liberté, on ne saurait être responsable du mal fait en leur vol libre. De plus, il est impossible d'empêcher les abeilles de piquer ; car l'on ne saurait être plus responsable de la piqûre que du vol, l'une étant la conséquence de l'autre. La liberté de son vol, et conséquemment la liberté de sa piqûre, est une condition même de la possession qu'on a de l'abeille ; et, à moins de déclarer le maître de la ruche tenu à l'impossible, on ne saurait le rendre responsable de la piqûre de son abeille.

L'argumentation est habile, mais son point de départ est faux ; le principe de la responsabilité ne réside pas dans l'idée de garde ou de surveillance : il est tout entier dans l'idée de faute. Or, il suffit pour être en faute d'ignorer ce que l'on doit savoir quand on agit. Ainsi, quand

on s'adonne à une culture sans en avoir préalablement étudié les éléments et les caractères divers, on est en faute; car on expose les autres aux fâcheuses conséquences de son ignorance. La profession d'apiculteur en particulier est très délicate, et il est peu d'espèces de culture où il faille plus d'érudition, plus d'esprit d'observation que dans cette partie si relevée de l'agriculture. Voilà un homme qui, sans connaître les mœurs des abeilles, leurs qualités et leurs défauts, les exigences de leur logement et de l'exposition des ruches; voilà un homme, disons-nous, qui se lance dans l'apiculture: un dommage survient; pourra-t-il alors se mettre à l'abri de tout reproche? pourra-t-il sous prétexte d'injustice repousser au loin toute action en responsabilité?

Du reste, on peut appliquer ici un certain principe que nous avons énoncé plus haut, relativement à la lutte entre deux animaux. Nous avons dit qu'en pareil cas l'animal agresseur était considéré comme coupable, et entraînait par cela même la responsabilité de son maître: pourquoi ne pas appliquer la même règle aux abeilles et les déclarer en faute toutes les fois qu'elles sont provocatrices? La raison de décider est la même, qu'elles s'attaquent aux hommes ou aux animaux. Or, dans les espèces que nous avons exposées plus haut, on trouve leur culpa-

bilité évidente. Les abeilles d'Aubusson avaient-elles été attaquées? Agissaient-elles pour se défendre quand elles assaillirent le père et le fils qui passaient tranquillement sur la route d'Aubusson? N'étaient-elles pas en faute pour avoir ainsi piqué sans motif ces deux voyageurs et leur cheval? Ne peut-on pas en dire autant des abeilles de la Teste? Tachaires et son cheval avaient-ils le moins du monde molesté ces abeilles? Avaient-elles lieu de se défendre, alors que le cheval et son conducteur étaient inoffensifs et sans manifestation hostile?

Évidemment, les abeilles étaient en faute dans les deux cas; mais, on peut le dire avec certitude, elles n'étaient en faute qu'indirectement; le véritable coupable, c'était leur maître. Était-il raisonnable, en effet, ce propriétaire d'Aubusson, qui plaçait des ruches sur le bord de la route? Était-il prudent, ce propriétaire de la Teste, qui établissait des quantités de ruches près des champs voisins?

Quand un apiculteur n'a pas donné tous les soins, toute la surveillance désirable, qu'il n'a pas suffisamment prévenu leurs écarts, on peut dire que leurs vices et leurs défauts, leurs dommages et leurs cruautés lui sont imputables dans presque tous les cas.

II) *Dommages aux fruits et aux récoltes.* — Les abeilles peuvent donc entraîner la respon-

sabilité de leurs maîtres par de graves accidents aux hommes et aux animaux ; mais il ne faut pas croire que ce soit le seul dommage dont elles sont capables : souvent, elles rendent leurs maîtres responsables pour les graves dégâts qu'elles causent aux fruits et aux récoltes. Maintenant, cette question de responsabilité n'est pas toujours facile à établir, et il arrive fréquemment qu'elle donne lieu à des appréciations bien délicates et bien difficiles. Nous en trouvons la preuve dans l'espèce suivante, jugée en 1888 par le Tribunal civil de la Seine.

La Société la Raffinerie parisienne, propriétaire d'une usine à St.-Ouen, demandait contre trois apiculteurs l'enlèvement de leurs ruches, sous une astreinte de 200 fr. par jour et 20.000 fr. de dommages-intérêts. Il était en effet établi que des milliers d'abeilles, attirées par le sucre, pénétraient dans cette usine par les fenêtres, les portes, les cheminées, et butinaient dans les sirops et les mélasses, en en consommant une grande quantité. Elles y mouraient parfois, ce qui nécessitait une nouvelle refonte des pains où se trouvaient leurs corps. Maintenant, surgissaient deux difficultés : d'un côté, les ruches placées à St.-Ouen se trouvaient près de la plaine de Gennevilliers, qui produit des prairies artificielles : trèfle, luzerne, arbres fruitiers, végétaux très recherchés par les abeilles, et il

était très possible qu'ils eussent beaucoup plus attiré les apiculteurs que la raffinerie; de l'autre, il existait aux environs de la raffinerie d'autres apiculteurs qui n'avaient pas été mis en cause, et il n'était pas établi que ce dommage et ce trouble eussent été causés, en tout ou en partie, par les abeilles des apiculteurs actionnés. En effet, quelles abeilles venaient causer le dégât, celles des vendeurs ou celles des autres? La Raffinerie parisienne avait bien cherché à distinguer, à l'aide d'une poudre colorante, les abeilles qui envahissaient son usine; mais cette poudre disparaissait par l'effet du trajet des insectes.

Il avait donc été impossible de savoir pertinemment d'où venaient les abeilles dévastatrices. Ce qui était certain, c'est que ces abeilles causaient un réel dommage à la raffinerie, et que, n'étant pas *res nullius*, elles entraînaient en principe la responsabilité de leurs propriétaires. Qu'a fait le Tribunal? Il a déclaré la Raffinerie parisienne mal fondée, et cela, en s'appuyant sur les documents de la cause, documents que nous venons de développer.

Le Tribunal a-t-il eu tort de rejeter la demande? A vrai dire, nous trouvons que cette demande était faite dans des conditions particulièrement désavantageuses, et que déclarer

fondée la prétention de la société eût entraîné une trop lourde responsabilité pour les défenseurs. Et puis, supposons que les juges aient alloué des dommages-intérêts ; auraient-ils eu le droit de faire disparaître les ruches ? Nous ne le croyons pas ; car c'eût été décréter la ruine d'une industrie agricole, et le juge doit concilier tous les intérêts industriels. Ils auraient pu obliger les apiculteurs à reculer leurs ruches de quelques centaines de mètres ; mais cette mesure, eût-elle été bien efficace ? Il est démontré que les abeilles franchissent parfois plusieurs kilomètres pour aller rechercher leur nourriture ; et, de plus, il est bien certain que leur flair exceptionnel leur fait connaître de très loin l'existence d'une raffinerie.

Du reste, si la société la Raffinerie parisienne ne trouve pas appui près des tribunaux, elle a un moyen bien simple d'éviter les abeilles : qu'elle les fasse périr. Elle sera dans son droit comme celui qui détruit les poules et les pigeons qui envahissent son terrain.

On peut rapprocher de cette espèce une autre affaire jugée à Paris le 29 mars 1879 (S., 79, 2, 269.) MM. V..... et R....., propriétaires, prétendant que leurs voisins, MM. B....., avaient établi à une très faible distance de leurs habitations, jardins, vignes et vergers, de nombreuses ruches d'abeilles qui, par leur

proximité, constituaient un danger pour les personnes et les récoltes, ils formèrent devant le tribunal d'Auxerre une demande tendant à faire ordonner l'enlèvement des ruches, et à obtenir des dommages-intérêts pour le préjudice éprouvé. Le 6 avril 1878, le tribunal d'Auxerre rejeta la demande, relativement à l'enlèvement des ruches. Appel par les demandeurs, et la Cour décida le contraire du tribunal. Elle condamna les défendeurs à des dommages-intérêts, et à enlever les ruches placées dans un rayon de moins de cent mètres.

Si l'on rapproche cette espèce de la précédente, on s'apercevra qu'il y a de grandes nuances à observer : d'un côté, la cause du dommage était certaine, les apiculteurs ne la contestaient même pas ; de l'autre, on ne pouvait savoir pertinemment d'où venaient les abeilles qui causaient le dommage ; et, de plus, tous les apiculteurs voisins n'avaient pas été mis en cause ; d'un côté, la ruche était à moins de cent mètres des jardins ; de l'autre, elle était à plus de cent mètres de la raffinerie. De plus, il résultait des expertises qu'en 1876 les abeilles avaient presque entièrement détruit les raisins et diverses sortes de fruits, et qu'au temps de la maturité, elles couvraient un si grand nombre de ces fruits, qu'il devenait impossible de les récolter sans s'exposer

à des piqûres plus ou moins dangereuses.

La Cour a bien jugé, car il y avait ici grave abus et cause permanente de préjudice ; par suite, V..... était en partie atteint dans la libre jouissance de sa propriété. Il était manifeste aussi que le nombre des ruches de B..... excédait de beaucoup la limite de la tolérance entre voisins. On doit favoriser une industrie agricole utile, mais on ne peut en autoriser les abus.

Législation. — On décidait, avant la loi de 1889, que le maire seul avait toute autorité pour les mesures à prendre contre les abeilles, que seul il pouvait user de moyens préventifs à l'effet de garantir les personnes et les propriétés. (Cons. d'État, 30 mars 1867, S. 68, 2, 1, 24.) Aujourd'hui, la compétence est passée en d'autres mains, et l'art. 8 de la loi du 4 avril 1889 décide : « Les préfets détermineront, après avis des conseils généraux, la distance à observer entre les ruches d'abeilles et les propriétés voisines ou la voie publique, sauf en tout cas l'action en dommage, s'il y a lieu. »

Il ne peut donc plus y avoir de controverses sur le point de savoir si le propriétaire d'une ruche est ou non responsable des accidents causés par ses abeilles. On s'étonnera peut-être qu'une règle commune n'ait pas été adoptée ; mais cela tient à la diversité des usages qui,

dans cette occasion, était une entrave pour le législateur. Il y a, en effet, des pays où la situation des ruches ne varie pas, tandis que, dans certains autres, on a l'habitude de déplacer les abeilles, suivant les saisons, pour les rapprocher des terrains les plus féconds en nourriture.

Depuis la loi de 1889, les maires ne peuvent donc plus, ni fixer la distance qui doit exister entre les ruches et les propriétés voisines, ni ordonner l'enlèvement des ruches.

Deux arrêts récents viennent de le confirmer. Le 3 juin 1894, le maire de Saint-Léon (Lot-et-Garonne) prenait un arrêté, dans lequel il prescrivait une distance de 50 mètres entre les ruches et les chemins publics. L'abbé D....., desservant de Saint-Léon, possédait douze ruches, à neuf mètres seulement de la route. Il fut attaqué, et l'affaire vint en cassation, où la Cour suprême décida que l'arrêté était contraire aux dispositions de la loi de 1889. (Cass., 26 juin 1896, S. 96, 1, 383.) — Le maire d'Auch avait également pris un arrêté, le 28 octobre 1895, par lequel il défendait l'établissement de ruches d'abeilles à l'intérieur de la ville, et il ordonnait l'enlèvement immédiat des ruches actuellement existantes dans l'intérieur de ladite ville. Un sieur A....., ne s'étant pas soumis à cet arrêté, fût poursuivi : encore une fois, la Cour suprême

décida qu'un maire devait rester dans la limite de ses attributions, et ne pas empiéter sur les pouvoirs de l'autorité supérieure. (Cass., 19 mars 1896, S. 96, 1, 382.)



DEUXIÈME PARTIE

Animaux sauvages.

CHAPITRE I^{er}

FONDEMENT JURIDIQUE DE LA RESPONSABILITÉ. — TROIS CONDITIONS.

Dans l'ancien droit, les propriétaires dont les champs avaient été dévastés par le gibier, possédaient une action contre le seigneur du fief d'où dépendaient leurs terres. On raisonnait ainsi : les seigneurs ont seuls le droit de chasse, on peut donc les présumer en faute d'avoir laissé multiplier le gibier au lieu de le tuer ; d'un autre côté, les propriétaires n'ayant pas même le droit naturel de détruire les animaux sauvages qui ravageaient leurs récoltes, rien de plus juste qu'ils puissent recourir contre ceux qui exerçaient ce droit par faveur exclusive. — Les lois des 4 et 11 août 1789 vinrent changer cet état de choses ; elles abolirent le droit exclusif de chasse, et donnèrent à chacun le droit de tuer le gibier trouvé sur son fonds. Le motif exceptionnel qui justifiait la responsabilité admise dans l'ancien droit venant à cesser, la responsabilité cesse également.

Aujourd'hui, aucun texte, ni dans la loi de 1844 sur la chasse, ni dans le Code civil, ne vise directement la responsabilité qui résulte du dommage causé par le gibier : faut-il lui appliquer l'article 1385 C. civ. ? La négative est certaine, car la responsabilité légale nécessite, pour exister, que l'animal qui cause le dommage soit la propriété de la personne déclarée responsable ; or, le gibier appartient-il au propriétaire du terrain sur lequel il vit ? — Nullement, car il est *res nullius*, et, comme tel, il n'appartient à personne. L'article 1385 n'est donc pas applicable.

Une seule exception est faite pour le lapin de garenne : cet animal, vivant dans un état mi-sauvage mi-domestique, est la propriété de celui qui le nourrit et le protège. Cette propriété a même été reconnue par le législateur, puisqu'il regarde les lapins de garenne comme des immeubles par destination. (Art. 524 C. civ.)

A part cette exception, quel est ici le fondement de la responsabilité ? — Ce n'est plus assurément l'article 1385, mais bien les articles 1382 et 1383 Code civil, ainsi conçus :

Art. 1382. — « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Art. 1383. — « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. »

On rentre alors dans le droit commun : il n'existe plus à la charge du propriétaire une présomption de faute par le seul fait du dommage, et ce sera au réclamant de prouver qu'une faute ou une négligence est imputable. Ainsi, le jugement qui déclarerait un propriétaire responsable sans relever à sa charge aucune faute, négligence ou imprudence, mais seulement par ce motif qu'il ne prouve pas avoir fait dans ses bois tout ce qu'il était en son pouvoir de faire pour assurer la destruction du gibier nuisible, doit être cassé, parce qu'il le place sous une présomption de faute, et qu'il met à sa charge une obligation de preuve qui incombe à celui qui se plaint. — La situation du propriétaire est donc ici bien plus favorable que dans les hypothèses de l'article 1385. (Demolombe. — Toullier. — Sourdat. — Cass. 21 août 1871, S. 71. 1. 98. — 11 août 1874, S. 75. 1. 29.)

Maintenant, si l'on examine les dispositions du Code civil et les nombreux monuments de jurisprudence sur la matière, on s'aperçoit que trois conditions sont essentielles pour engendrer la responsabilité. Il est nécessaire qu'il existe un dommage appréciable, une faute de la

part du propriétaire ou locataire, et qu'aucun reproche de négligence ne puisse être adressé au plaignant.

SECTION I^{re}

Du dommage.

Il ne faut pas croire qu'un dommage quelconque soit susceptible d'entraîner la responsabilité : celle-ci n'est encourue que lorsque ce dommage est appréciable, c'est-à-dire important et sérieux, capable, en un mot, de causer aux propriétaires riverains un préjudice anormal. — D'après M. Sorel, la responsabilité n'existerait que « lorsque la présence du gibier constitue pour le voisinage un véritable fléau, ou que les lapins, s'il s'agit de ce genre de gibier, se sont multipliés à l'infini ». Cette opinion est certainement trop absolue, et, d'après la plupart des auteurs, un dommage manifestement appréciable suffit pour donner ouverture à l'action.

Il est incontestable que le voisinage d'un bois giboyeux cause souvent un grave préjudice aux champs environnants. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les propriétaires des terrains dévastés peuvent demander des indemnités à ceux qui détiennent ces bois ; seulement, quand il s'agit de fixer cette responsabilité, il s'en faut de beaucoup que cet accord existe.

Une question bien délicate a particulièrement soulevé bien des difficultés : la présence du gibier dans une forêt constitue-t-elle, oui ou non, une sorte de servitude naturelle, dont les inconvénients doivent être supportés dans de certaines limites sans donner ouverture à aucune action en dommages-intérêts ?

Un premier système repousse toute idée de servitude. M. Demolombe (*Des servitudes*, t. VI, p. 560) déclare qu'il n'y a point, dans la présence du gibier dans un bois, de servitude d'aucune espèce pour le voisinage ; et M. Frémy (*Code de la resp. des propriétaires des bois et forêts*, n° 7) nous dit que, la loi ne reconnaissant pas de quasi-servitudes, et ne consacrant que les servitudes qu'elle définit ou celles qu'elle permet au propriétaire de constituer, il n'y a pas lieu d'admettre cette sorte de servitude.

Aujourd'hui, les auteurs et la jurisprudence admettent le système contraire ; ils reconnaissent que la présence du gibier constitue pour le voisinage une sorte de servitude naturelle, dont les inconvénients doivent être supportés dans une certaine limite sans donner lieu à aucune action ; tout au moins, doivent-ils être pris en considération pour la fixation des indemnités. « Il est de l'essence des bois, dit Jullemier, de contenir un certain nombre de bêtes sauvages. Tant que les rongeurs n'y sont point en quantité

trop considérable, les riverains n'ont aucune action, à raison des dégâts causés dans leurs champs. » (*Les lapins, dommages aux champs*, t. v. — Gireaudeau, n° 1383. — A. Sorel, t. 1, n° 3. — Req., 24 déc. 1883, D., 84, 5, 431.)

Le bon côté de ce système est de permettre aux juges de mettre un frein à la cupidité de certains riverains qui, souvent, n'intentaient un procès que dans un but de lucre et à propos de dégâts insignifiants. Ils trouvaient là une source importante de gain, dont ils se faisaient peu de scrupules de profiter.

SECTION II

De la faute.

Bien que le dommage ait une grande importance au point de vue de la responsabilité, il ne peut jamais suffire à lui seul pour entraîner la condamnation du propriétaire. Les dommages auraient beau être considérables, si on se fonde sur cet unique motif pour réclamer une indemnité, elle ne doit pas être accordée. (Cass., 22 juin 1870, S. 70, 1, 388.)

Outre un dommage appréciable, il est nécessaire, en effet, que l'on établisse contre le propriétaire une faute, une imprudence ou même une simple négligence. Ce sont les articles 1382

et 1383 Code civil qui s'appliquent ici, et, comme nous sommes dans le droit commun, il n'existe pas de présomption de faute à la charge du propriétaire ; c'est au demandeur à faire la preuve.

La faute est donc la condition nécessaire de la responsabilité. En l'absence de faute constatée, la condamnation n'est pas justifiée ; elle manque de base légale. La Cour suprême casse les jugements qui prononcent une condamnation contre le propriétaire du bois sans relever à sa charge aucun fait qui implique une faute. (Cass. 11 août 1874, S. 75. 1. 29.)

« Attendu, dit cet arrêt, que le propriétaire d'un bois autre qu'une garenne, n'ayant ni la propriété, ni la possession, ni la garde du gibier qui s'y rassemble, n'est pas de plein droit responsable des dégâts causés par les lapins sortis de ce bois ; que sa responsabilité ne peut résulter que d'une faute, d'une négligence ou d'une imprudence par lui commises, et que celui qui les lui impute est tenu d'en rapporter la preuve, etc... »

De plus, les juges du fonds ne doivent pas seulement constater la faute ; ils doivent encore dire en quoi elle consiste, préciser les faits qui la constituent. Cela est nécessaire pour permettre à la Cour de cassation d'exercer son pouvoir de contrôle et de vérifier si la faute existe.

Il appartient, en effet, à la Cour suprême d'apprécier si les faits souverainement constatés par les juges du fond, présentent le caractère juridique de la faute prévu par les articles 1382 et 1383 C. civ. (Cass. 15 avril 1873, S. 73, 1, 174; janvier 1875, S. 75, 1, 254.)

Maintenant, quand peut-on dire que les propriétaires de bois sont en faute? — Il est certain qu'on ne peut leur reprocher la simple présence du gibier dans leurs bois; s'il trouve là un refuge, c'est sans leur volonté, et ils ne peuvent même l'empêcher.

Mais, y a-t-il faute par ce seul fait que le propriétaire d'un bois ne chasse pas? — Non; car, si nous avons le droit de chasser, aucune loi ou principe ne nous oblige à chasser, ne nous oblige à préserver nos voisins du préjudice qui leur est causé par la multiplication du gibier. La Cour de cassation, faisant l'application de cette théorie, a décidé que le propriétaire d'une forêt ne pouvait être responsable des dommages causés aux propriétés voisines par des cerfs, biches ou chevreuils qui se trouvent dans cette forêt, sous l'unique prétexte que, ne les faisant pas chasser et ne les chassant pas lui-même, il les maintient ainsi chez lui.

C'était cependant l'opinion des premiers juges; mais la Cour suprême a cassé le jugement. Rappelant les termes des articles

1382 et 1383, qui exigent une faute pour rendre le propriétaire responsable du dommage, elle déclare que les dégâts causés aux voisins par les animaux sauvages existant dans les bois, ne peuvent engager le propriétaire qu'autant que le préjudice proviendrait d'une faute à lui imputable, ou encore de sa négligence ou de son imprudence. Or, le jugement attaqué ne constatait aucune faute à la charge du défendeur. « Il n'était pas allégué, dit la Cour, que le propriétaire eût attiré ces animaux, qu'il les eût retenus ou en eût favorisé la multiplication; il n'était pas constaté non plus que le propriétaire eût laissé ces animaux se multiplier jusqu'à devenir nuisibles aux voisins, et ce, en refusant à ceux-ci de les détruire eux-mêmes ou de les faire détruire. » La conclusion de la Cour est que, dans ces circonstances, le seul fait de n'avoir pas chassé ni fait chasser ne constituait pas le propriétaire en faute. (Cass. 4 décembre 1867, D. 67, 1, 456. — Cass. 19 mars 1883, D. 84, 1, 56.)

Ainsi donc, le fait de ne pas chasser est insuffisant pour constituer la faute. Mais il n'en est plus de même si le propriétaire du bois, ne chassant pas, a refusé aux voisins l'autorisation de détruire un gibier qui s'est trop multiplié. Le propriétaire d'un bois n'est pas responsable de plein droit des dommages

causés aux propriétés voisines par le gibier habitant ledit bois ; mais la responsabilité existe, s'il est établi que, par son fait ou sa négligence, il a favorisé la multiplication du gibier ; elle existe lorsqu'il est prouvé qu'il n'a pas employé tous les moyens en son pouvoir pour parvenir à la destruction de ces animaux, et n'a pas donné aux riverains, en temps opportun, la permission de l'opérer eux-mêmes. Si le propriétaire se refuse à détruire par lui-même ou à laisser détruire par les autres, il y a dans ce refus un fait personnel qui devient la cause directe du dommage, et qu'à partir de ce moment, il est tenu de réparer. (Cass. 17 août 1880, S. 80, 1, 454.)

La question est beaucoup plus facile à résoudre quand le propriétaire du bois chasse. Si, d'une part, il est établi que ce dernier a organisé de fréquentes battues, détruit le plus possible de gibier, et que, d'autre part, on ne puisse relever contre lui aucune faute, il ne saurait être responsable. — Mais il est nécessaire qu'aucune faute n'existe à sa charge ; car le fait seul de chasser n'affranchit pas le propriétaire de la responsabilité. Si, par exemple, le maître d'une forêt, désireux de se ménager une belle chasse, met tout en œuvre pendant plusieurs années pour multiplier son gibier, et ne fait pendant tout ce temps que quelques battues, il doit

répondre des dommages causés aux récoltes par le gibier. En effet, non seulement il a rendu sa forêt giboyeuse outre mesure, mais encore il n'a pas employé des moyens de destruction suffisants. (D. 83, 1, 292.)

Cependant, il ne faut rien exagérer : on peut faire garder, même rigoureusement, sa chasse, et ce fait seul ne saurait constituer un acte engageant la responsabilité ; il n'y a là que l'exercice d'un droit dont l'abus seul peut être une cause de dommages-intérêts. (D. 95, 1, 506.)

SECTION III

Absence de faute du plaignant.

Le bon sens nous dit que l'action en responsabilité n'est pas recevable, quand les riverains demandeurs en dommages-intérêts sont eux-mêmes coupables pour avoir commis, soit une faute, soit une imprudence ou une négligence. Il est certain que, si les dégâts sont imputables à leur propre faute, ils ne sauraient être fondés à demander une réparation, et leur demande doit être rejetée. « S'il convient, dit Leblond, de protéger énergiquement les récoltes, justes récompenses d'efforts incessants et d'un labeur aussi rude qu'opiniâtre, ne convient-il pas aussi de ne pas sacrifier entièrement à ces intérêts, si

graves qu'ils paraissent, un droit toujours chèrement acquis ou un attribut de la propriété elle-même? » (*La chasse*, t. II, n° 381.)

On peut classer en deux catégories les fautes des riverains : tantôt elles sont positives, tantôt elles sont négatives.

Fautes positives. — Jullemier nous dit sur ce sujet : « Il n'est que trop fréquent de voir les paysans, abusant de la facilité de certains chasseurs un peu naïfs, tirer habilement parti de la proximité d'une forêt giboyeuse, et, par ce voisinage qu'ils savent rendre lucratif, se constituer de vrais revenus. » (*Op. cit.*, p. 93.)

Un riverain ne peut se plaindre quand il attire par certaines cultures les lapins du voisinage. On a soutenu que c'était violer le droit qui appartient à chacun de cultiver ses terres comme il l'entend. Nous pensons que cette critique est mal fondée, surtout si le riverain a cultivé, contrairement à l'usage, une production de nature à attirer le gibier. Celui qui établit, par exemple, au milieu d'un bois, des cultures délicates dont les lapins sont fort avides, doit s'attendre à souffrir dans une certaine mesure des dommages causés. (Cass. 22 janv. 1873, D. 73, 1, 496; Cass. 25 avr. 1877, D. 78, 1, 21.)

Fautes négatives. — Le riverain serait encore en faute, s'il omettait de profiter de la faculté qu'on lui donne de tuer sur ses terres le gibier

qu'il rencontre. (D. 84, 5, 430.) — A plus forte raison devrait-il se taire, si le propriétaire avait permis aux riverains de pénétrer dans ses bois, et de procéder sans réserve à la destruction. (D. 84. 1. 56.)

Il arrive encore assez fréquemment que, malgré la bonne volonté des propriétaires, les riverains trouvent matière à plainte. Ainsi, au mois de mai 1881, le locataire d'une chasse voisine d'Amiens convoqua, tant par lettres particulières que par affiches, les cultivateurs des communes environnantes, pour prendre part à deux battues de destruction chaque semaine. Les cultivateurs, prétendant que ces mesures étaient inefficaces, refusèrent de s'y associer. En présence de ce refus, le locataire fit apposer dans les communes de nouvelles affiches, et signifier par exploit d'huissier à tous les cultivateurs et chasseurs riverains qu'il les autorisait à chasser et à détruire les lapins par tous les moyens légaux, et cela quatre jours par semaine. Malgré ce bon vouloir du locataire de chasse, quelques riverains l'actionnèrent en dommages-intérêts : inutile de dire qu'ils furent bel et bien déboutés de leurs demandes. (Tribunal de paix de Nanteuil, 27 mai 1881. Recueil d'Amiens, p. 74.)

CHAPITRE III

QUI EST RESPONSABLE ?

On est civilement responsable du dommage causé par le gibier, quand on jouit à un titre quelconque d'un terrain giboyeux d'où sortent les animaux auteurs du préjudice. Les personnes sur qui pèse ici spécialement la responsabilité sont : le propriétaire et le locataire de chasse. — Nous envisagerons successivement les obligations du propriétaire en général ; celles du bailleur envers son fermier ; celles du locataire de chasse vis-à-vis de ses riverains et de son propriétaire.

SECTION I^{re}

Du propriétaire.

En principe, tout propriétaire est responsable des dégâts commis par le gibier qui habite ses bois ou ses champs, quand les conditions précédemment énoncées sont remplies. Le droit de propriété sur un terrain implique le droit de

chasse ; et, si celui qui possède ce droit, en abuse ou cause du préjudice par sa négligence, il doit en supporter la responsabilité.

C'est donc au maître des bois ou des champs de prendre souci des intérêts de son voisinage, et de veiller sur les dégâts qu'il occasionne. Quand son gibier cause trop de ravages, il doit être détruit ou réduit à de plus justes proportions. — Maintenant une question se pose ici : qui doit détruire le gibier ? — On peut distinguer deux hypothèses : celle où le propriétaire n'a pas favorisé la multiplication, celle où il l'a favorisée.

Supposons d'abord que le propriétaire n'a rien fait pour favoriser la multiplication, *quid ?* — D'après une première opinion, il sera à l'abri de toute responsabilité en accordant aux voisins l'autorisation de venir chasser dans ses bois pour détruire le gibier. On ne peut l'obliger à détruire à ses frais les animaux malfaisants. — Une autre opinion soutient que, si le propriétaire s'abstient de détruire, il commet une faute qui entraîne sa responsabilité. On s'appuie sur ce motif que, recueillant les avantages de son sol boisé, il doit en subir les inconvénients, et prendre lui-même l'initiative de la destruction.

Cette opinion va trop loin, à notre avis, et l'on ne pourrait faire peser sur les propriétaires de bois d'aussi lourdes charges, sous l'unique

prétexte qu'ils possèdent des biens dont ils ont tout le profit.

Mais, si le propriétaire a favorisé la multiplication, *quid* ? — D'après MM. Gireaudeau et Lelièvre, il ne suffit pas que ce dernier donne l'autorisation de détruire, il doit détruire lui-même, par cette raison qu'ayant fait le mal, il doit le réparer, et non le faire réparer par les voisins. (*La chasse*, n° 1392.) — D'après M. Sorel, au contraire, l'alternative appartient au propriétaire ; et, dès l'instant où il autorise les parties lésées à venir détruire chez lui les animaux dont ils ont à se plaindre, on n'a plus rien à lui reprocher. (*Op. cit.*, p. 12 et 13.) — C'est aussi ce que nous pensons : le propriétaire ne saurait être à la fois privé de sa chasse et astreint à la destruction.

Le propriétaire peut-il exiger que les animaux tués ne soient pas emportés par les tireurs ? Certainement oui ; car ici, on ne chasse pas, on détruit : le but de la destruction est de diminuer les ravages du gibier, et c'est là tout le profit auquel doivent s'attendre ceux qui concourent à la destruction. Du reste, quand l'administration forestière organise des battues dans les forêts de l'État, et que des chasseurs sont invités à y assister, ces derniers n'emportent jamais les pièces qu'ils ont tuées.

Supposons maintenant que de graves dégâts

aient été constatés, et que la victime de ces dégâts désire se faire indemniser : à qui doit-elle s'adresser ?

Quand il n'y a qu'une seule personne à jouir du droit de chasse, pas de difficulté ; c'est à elle que s'adressera la partie lésée pour obtenir des dommages-intérêts. Pas de doute encore, lorsqu'il s'agit de colocataires et de copropriétaires ; tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'ils sont solidairement responsables, et qu'une seule et même condamnation est possible contre eux.

Mais contre qui doit s'exercer l'action en dommages-intérêts, quand le gibier provient de terres ou bois contigus appartenant à différents propriétaires ? La partie lésée peut-elle s'attaquer à l'un d'eux pour lui réclamer intégralement l'indemnité des dégâts, ou bien, si elle les cite tous ensemble, peut-elle demander contre eux la solidarité ?

M. Nœuvéglise se prononce pour l'affirmative : « C'est, dit-il, la participation en commun au fait dommageable qui engendre la solidarité : peut-on dire que les propriétaires de bois se sont concertés pour causer le dommage ? Non, sans doute. Et pourtant, nous n'hésitons pas à penser que chacun d'eux peut être tenu de la dette contractée par tous. Qu'importe, en effet, que les propriétaires de bois ne se soient pas

entendus à cette occasion ? Ils n'est pas question ici de leurs propres faits, mais du gibier qui peuple leurs bois le jour, et qui, la nuit venue, se réunissent, se confondent et vont ensemble dévaster la campagne. Chaque propriétaire de bois est responsable de tout le dommage vis-à-vis du créancier, parce que le dommage est le fait simultané de tout le gibier. L'obligation a été contractée conjointement : elle doit former une dette indivisible. (Article 12-22 C. civ.). » (*Monit. des Tribunaux* du 8 décembre 1859.)

M. Leblond n'est pas de cet avis : « Les vrais principes sur la solidarité, dit-il, n'auto-risent guère une semblable solution en pareille matière. Il sera, en effet, toujours facile au juge de fixer l'indemnité que devra payer chacun de ces propriétaires, en les proportionnant équitablement entre eux d'après les circonstances et les faits de la cause, et surtout d'après l'expertise, qui est le plus souvent ordonnée dans ce cas. » (Leblond, *Code de la chasse*, t. II, n° 410.)

Nous croyons que la vérité réside dans ce raisonnement du tribunal de Rambouillet, quand, dans son jugement du 26 décembre 1868, il dit : « que la solidarité ne se présume pas ; qu'elle ne peut résulter que des conventions ou de la loi ; que, pour qu'elle soit admise en matière de *qmasi-délit*, il faut bien qu'il y ait eu chez les

auteurs des faits dommageables, unité d'action, de temps et de lieu ou concert coupable; que la cause ne comporte pas ces caractères; qu'en effet, chacun des défenseurs a agi isolément, sans connivence, dans son intérêt particulier, et que dès lors les faits de garde, de conservation et de reproduction du gibier qui ont causé le dommage sont divisibles. »

Maintenant, que décider dans le cas suivant? Un bois touche d'un côté à des terres, de l'autre à des bois plus étendus appartenant à autrui. Le propriétaire du premier bois à beau faire tous ses efforts, il ne peut empêcher le gibier qui peuple le bois voisin de traverser le sien pour aller ravager les récoltes: que devra-t-il faire, s'il est attaqué? — Nous croyons qu'en pareille circonstance, il devra exiger la mise en cause de ceux qui ont le droit de chasse dans les autres bois; et, pour échapper à toute responsabilité, il lui suffira de prouver, d'une part, que personnellement il n'a rien fait pour attirer et retenir le gibier auteur des dégâts, et que, d'autre part, en ce qui le concerne, il a procédé à une destruction suffisante.

Citons, à ce sujet, un fait qui mérite d'être signalé:

Après 1848, la forêt de Rambouillet fut bientôt complètement dépeuplée de gibier, et notamment de grandes bêtes; mais, lors de la reconstitution

de la Liste civile en 1852, on y remit bon nombre de cerfs et de biches, qui ne manquèrent pas de causer des dégâts sur les terres voisines. Une certaine quantité de ces terres se trouvaient séparées de la forêt par un bois plus long que large, appartenant à un propriétaire qui habitait alors le Midi. Pendant plusieurs années, la Liste civile paya les indemnités qui lui étaient réclamées. Un beau jour, elle s'avisa de détruire les grands animaux; seulement, elle ne fit de battues que sur son propre terrain, et il en résulta que les animaux trouvèrent un refuge dans le bois du voisin. Ce dernier fut aussitôt actionné en justice; mais il déclina toute responsabilité, et prétendit qu'il n'avait pas à organiser la destruction d'animaux qui se trouvaient dans son bois par le fait de la Liste civile, et que c'était à cette dernière, qui avait repeuplé la forêt de Rambouillet, de la purger, aussi bien que les bois de ses voisins, du gibier qui l'infestait puisqu'il n'y en avait pas auparavant. Ce système triompha devant le tribunal de Mantes, le 28 déc. 1866, et la Liste civile dut supporter toutes les indemnités réclamées.

Autre question : un propriétaire défriche son bois, et le gibier, chassé par ce défrichement, vient chercher un refuge dans le bois voisin. Le propriétaire de ce dernier bois est actionné en dommages-intérêts par ses riverains, qui

prétendent que cet accroissement subit de gibier leur cause un grave préjudice : pourra-t-il appeler en garantie le propriétaire du bois défri-ché ? Évidemment oui ; car celui-ci a commis une faute : il aurait dû détruire son gibier avant de procéder à un acte qui devait inévitablement le mettre en fuite, et le répandre dans le bois voisin.

Il y a des pays où, la chasse au bois n'étant pas gardée, tous les habitants peuvent s'y livrer. Supposons que, dans le but d'augmenter le gibier, un chasseur introduise des lapins dans un bois qui ne lui appartient pas. Ces animaux venant à pulluler infestent le voisinage, et dévastent toutes les cultures environnantes : à qui incombera la responsabilité ? Pas au propriétaire du bois, qui n'a rien fait pour cette multiplication, mais à l'individu qui a mis les lapins : il devra détruire, ou payer le dommage. Cette circonstance qu'il n'est pas propriétaire du bois importe peu ; car, en pareille matière, ce n'est pas tant comme propriétaire què comme auteur d'un fait dommageable que l'on est actionné.

SECTION II

Du bailleur et du fermier rural.

Quand il s'agit des rapports d'un bailleur avec un fermier rural, on peut se trouver en

présence de deux hypothèses : tantôt le bail contient des clauses relatives à la chasse et à la responsabilité des dommages causés par le gibier ; — tantôt il est muet sur ces questions. Dans le premier cas, on s'en tient à la lettre du contrat ; dans le second, on applique les règles du droit commun. Ainsi, quand il n'existe pas de conventions dans le bail, le fermier se trouve, vis-à-vis de son propriétaire, dans la même situation que s'il s'agissait d'un étranger, et il n'a d'action contre lui que dans les circonstances où cette action existerait contre cet étranger¹.

Pas de difficulté donc, quand on applique le droit commun. — Il n'en est pas toujours de même lorsqu'il s'agit d'interpréter certaines clauses contenues dans les baux de ferme.

On s'est demandé tout d'abord ce qu'il fallait décider quand le contrat stipule que le droit de chasse sera *exclusivement réservé au propriétaire*. Cette clause implique-t-elle qu'en cas de dégâts commis par le gibier, le fermier est présumé renoncer à toute demande d'indemnité ? — Sur ce point, il faut distinguer :

Le gibier provient-il des terres comprises dans la location, le fermier ne pourra rien réclamer à son propriétaire. En effet, bien que ce dernier se soit réservé le droit de chasse, le

1. D. 60, 1, 425.

fermier n'en a pas moins la faculté de détruire le gibier qui viendrait ravager ses récoltes : en pareil cas, il se trouve en état de légitime défense.

Le gibier, au contraire, sort-il des bois appartenant au propriétaire, mais non compris dans la location, on rentre dans le droit commun, et le fermier peut agir contre son propriétaire comme il agirait contre un étranger ; il n'a plus devant lui un bailleur, mais un propriétaire de bois dont le voisinage lui est funeste.

Le cas serait tout différent, si, prévoyant l'inaction du propriétaire, le fermier s'était réservé dans le bail le droit de détruire lui-même le gibier nuisible : avec une pareille réserve, le propriétaire ne saurait être responsable.

Mais, supposons que, par une clause de bail, le fermier renonce à l'avance à toute indemnité de la part du propriétaire, soit à raison du gibier qui se trouvera sur les terres louées, soit à raison de celui qui sortira des bois voisins, appartenant également au bailleur : quelles seront la valeur et la portée d'une pareille convention ?

M. Gislain déclare que cette clause est nulle et de nul effet : « Il est écrit quelque part dans la loi, dit-il, qu'on ne peut jamais s'affranchir par avance de la responsabilité de ses faits personnels ; l'exclusion d'une telle garantie

n'est pas possible en droit, parce qu'elle serait viciée par le dol et contraire aux bonnes mœurs¹. » M. Sorel (*op. cit.*, n° 58) trouve que la convention engage les parties, mais qu'il ne faut pas pousser trop loin ce principe. D'après lui, il faudrait le faire fléchir dans le cas de ravages immenses que le propriétaire ne chercherait en rien à diminuer. Il faut voir avant tout quelle était l'intention des parties au moment du contrat, et présumer que le fermier n'aurait pas consenti une clause aussi terrible sans penser que le propriétaire chasserait, et rendrait ainsi la servitude à peu près supportable.

Contrairement à ces opinions, nous croyons qu'une pareille clause déroge d'une façon formelle au droit commun, et constitue une loi particulière, qui, aux termes de l'article 1134 C. civ., oblige les parties contractantes. Nous pensons que le fermier est engagé d'une manière absolue; car il a signé sa clause en toute liberté, et, s'il n'en a pas prévu les conséquences, il a été plus qu'imprudent. Il ne peut se soustraire à un contrat qu'il a librement accepté, et, s'il a commis une faute, c'est à lui d'en supporter les suites.

Que décider enfin dans le cas où le fermier

1. GISLAIN, *Des conflits entre chasseurs et fermiers*.

a pris à sa charge *tous les cas fortuits* ou *tous les cas fortuits prévus et imprévus, ordinaires ou extraordinaires* ? Peut-on ranger parmi les cas fortuits les dégâts commis par le gibier ? Assurément non ; car les dommages causés aux récoltes peuvent toujours être prévus, et le plus souvent même empêchés ; on ne peut donc dire qu'il y a ici cas fortuit. (D. 60, 5, 333.)

SECTION III

Du locataire de chasse vis-à-vis de ses riverains et vis-à-vis de son bailleur.

1° Vis-à-vis de ses riverains.

On peut poser en principe qu'à moins de stipulations contraires, les locataires répondent seuls du dommage causé par le gibier durant le bail de chasse. Il est encore vrai de dire que toutes les règles ci-dessus s'appliquent aux locataires de chasse comme aux propriétaires eux-mêmes. En effet, pour ce qui concerne la chasse, ils sont les ayants droit du propriétaire, et, comme tels, ils exercent tous les droits et actions de leur bailleur : rien de plus naturel qu'ils soient tenus des mêmes devoirs et des mêmes obligations, et qu'ils répondent vis-à-vis des riverains des dégâts causés par le gibier.

Du reste, presque tous les baux de chasse comportent une clause formelle à cet égard, et chargent les locataires de toute responsabilité quant aux dommages. Maintenant, les riverains pourraient-ils objecter à ces locataires une pareille clause, et en déduire qu'ils sont responsables vis-à-vis des tiers, toujours et quand même? — En d'autres termes, ces mêmes riverains pourraient-ils exiger la réparation de tout dommage, même du plus minime? — Assurément non; car, à l'égard des tiers, la clause est *res inter alios acta*, et elle ne peut conférer aux parties lésées plus de droits qu'elles n'en auraient eus vis-à-vis du propriétaire lui-même. Elle n'a eu qu'un but : mettre le bailleur à l'abri de toute poursuite et de tout ennui. Si donc les parties plaignantes n'établissent pas une faute ou une négligence de la part du locataire de chasse, elles devront succomber dans leur téméraire demande. — Les mêmes règles s'appliquent donc au locataire et au propriétaire de chasse, et il est certain que le locataire pourra opposer aux tiers toutes les exceptions et tous les moyens de forme et de fond que pourrait soulever le locataire de chasse. (Cass. 17 fév. 1864, D. 64. 212. — Cass. 16 mai 1881, D. 82. 1. 14.)

Le locataire de chasse est donc, en principe, responsable des dégâts causés par le gibier. — Cette règle souffre deux exceptions :

Le locataire n'encourt d'abord aucune responsabilité pour les dommages causés avant la location de la chasse; ce n'est, en effet, qu'à partir du jour où la chasse a été louée que le preneur a été à même de veiller sur son gibier. Quant à la question de savoir si le préjudice était ou non commencé quand on a loué la chasse, c'est aux tribunaux d'apprécier ce point de fait.

La responsabilité du locataire n'est pas non plus engagée quand on l'actionne pour une faute consistant principalement dans le « non-défoncement des terriers ». Ce travail incombe, en effet, au propriétaire des bois et forêts, et non au locataire du droit de chasse : c'est le maître du sol qui seul peut faire opérer le défoncement. On ne pourrait accuser le locataire que dans deux cas : celui où, les riverains s'étant plaints, il aurait négligé de prévenir à temps son bailleur; — celui où il se serait engagé à détruire les terriers en cas de plainte du voisinage.

2° Vis-à-vis de son bailleur.

Que faut-il décider quand des dégâts sont commis par le gibier sur les biens mêmes qui font l'objet de la location? Le bailleur pourra-t-il poursuivre son locataire? — Sur ce point, il faut distinguer :

Si, d'après une clause du bail, le locataire est déclaré responsable envers le bailleur des dégâts commis par le gibier sur les terres affermées, la responsabilité du locataire a lieu de plein droit, sans qu'il soit besoin d'établir sa faute ou sa négligence. — Maintenant, le fait de la location obligera souvent d'interpréter le bail d'une manière large et raisonnable. Si, par exemple, la clause porte qu'il faut *détruire le lapin*, on devra dire, comme le tribunal de la Seine : « qu'il ne s'agit pas pour l'adjudicataire d'une destruction totale des lapins, partie importante du gibier, et qui se concilierait difficilement avec le loyer payé pour le droit de chasse, mais seulement *d'une destruction de nature à empêcher la trop grande multiplication de ces animaux.* » (14 avril 1872.)

Mais, si le bail de chasse ne contient aucune stipulation relative aux dégâts du gibier sur la propriété elle-même, le bailleur pourra-t-il encore actionner le preneur ? Cette prétention serait exorbitante et, comme dit Leblond : « Voilà un propriétaire qui loue son droit de chasse, toujours pour une valeur au moins égale à celle qu'a réellement ce droit ; et cela ne lui suffit pas encore ! il faut qu'il cherche à rançonner son locataire, en réclamant une indemnité pour le dommage causé par un gibier dont la présence seule motive la location de la chasse !.... Il a

même argumenté de la quantité de gibier pour mieux louer sa chasse, et il viendrait encore tirer argument de son nombre pour demander des dommages-intérêts ! »

Et, en effet, que voudrait un pareil propriétaire ? — Que son locataire fasse tous les jours une véritable destruction ? — Mais, si ce dernier agissait ainsi, le bailleur se plaindrait bien vite ; car, du jour où le gibier manquerait, il n'y aurait plus de chasse possible et par là même plus de location fructueuse ! (Cour de Paris, 23 janvier 1868.)

CHAPITRE IV

DE L'ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE DE TERRAINS GIBOYEUX.

Quelle est ici l'étendue de la responsabilité du propriétaire? On peut dire qu'elle varie à l'infini suivant les espèces, et qu'il n'est guère possible de l'apprécier autrement que par l'étude successive des diverses classes de gibier. C'est cette étude que nous allons essayer de présenter rapidement, en choisissant seulement les espèces les plus intéressantes.

SECTION I^{re}

Des lapins.

S'il est un animal qui engage fréquemment la responsabilité des propriétaires de bois à l'occasion des dommages qu'il cause, c'est assurément le lapin. « Bon an mal an, dit un spirituel écrivain, les tribunaux de France ont à prononcer *contre le lapin* des condamnations à des cent mille francs de dommages-intérêts et plus. »

En effet, les lapins pullulent à l'infini; et, sans aller jusqu'à accepter la déclaration de ce voyageur anglais qui assure qu'une paire de ces animaux ayant été transportée dans une île, il s'en trouvera six mille au bout de l'année, on peut dire que, si on ne tempérerait pas cette multiplication par de fréquentes destructions partielles, on arriverait peut-être à subir le sort de ces habitants de Minorque, qui, suivant Pline, demandèrent un secours de troupes à Auguste contre les lapins qui déracinaient leurs arbres et ruinaient leurs maisons. Aussi, de tout temps, s'est-on montré soucieux d'empêcher de tels effets, et a-t-on pris des dispositions assez sévères contre les propriétaires de bois.

L'étude qu'entraîne la responsabilité du lapin est assez compliquée, et nous croyons que, pour l'envisager dans ses grandes lignes, il faut distinguer trois hypothèses bien différentes : le cas du lapin de garenne, celui du lapin qu'on a attiré et retenu dans un bois, celui du lapin qui s'est introduit par son instinct naturel, et qu'on n'a ni attiré ni retenu.

1° Lapin de garenne.

Tout bois renfermant des lapins n'est pas une garenne; pour que ce caractère existe, il est nécessaire qu'on ait établi certains aménage-

ments spéciaux. — Autrefois, les garennes se divisaient en deux espèces : les garennes *ouvertes* et les garennes *fermées*. Les premières étaient celles dont l'entrée et la sortie, laissées libres aux lapins, ne comprenaient aucune clôture ; les secondes, au contraire, étaient fermées par des murs ou des fossés d'eau.

La loi du 4 août 1789 abolit le droit exclusif de la garenne ouverte, et, dès lors, chacun fut maître de convertir son terrain en garenne proprement dite. Que faut-il donc entendre aujourd'hui par garenne ? D'après M. Demolombe, « c'est un immeuble, parc ou bois, clos ou non clos, disposé pour y nourrir et entretenir des lapins ». (Demolombe, *Contrat*, t. VIII, n° 645.) Pour qu'une garenne existe, il est donc nécessaire d'avoir affecté son terrain au séjour de ces animaux, et d'avoir pris un ensemble de dispositions propres à attirer et retenir les lapins dans un endroit déterminé.

La responsabilité du propriétaire d'un bois affecté aux lapins de garenne existe de plein droit en vertu de l'article 1385 C. civ. En effet, ces lapins sont considérés par les articles 524 et 564 C. civ. comme immeubles par destination, et, comme tels, ils appartiennent au maître du fonds qui les contient. L'article 1385 leur est donc applicable, puisqu'il déclare le propriétaire de l'animal responsable du dommage que cet

animal a causé. — En d'autres termes, le propriétaire d'une garenne doit répondre du dommage causé aux récoltes du voisin, sans qu'il soit besoin d'articuler contre lui aucun fait ni aucune faute, négligence ou imprudence ; il est responsable de plein droit, par le seul fait du dommage, et suivant les principes généraux que nous avons exposés précédemment. Il ne pourra s'exonérer qu'en prouvant un cas fortuit, une force majeure ou une faute du plaignant. (10 décembre 1877, D. 78, 1, 319.—17 août 1880, D. 81, 1, 176.)

C'est donc une question capitale de savoir s'il y a garenne, car c'est de sa solution que dépend l'étendue de l'action en responsabilité.

2° *Les lapins ont été attirés ou favorisés pour leur reproduction.*

Sans convertir son bois en garenne, un propriétaire y a mis ou attiré des lapins qui n'y étaient pas ou n'y venaient pas antérieurement, ou bien il en a favorisé la reproduction, soit en construisant des terriers, soit en leur réservant des abris permanents dans les buissons et les longues herbes : quelle sera sa situation juridique ?

Elle se distingue très nettement de la précédente, car, ici, le propriétaire du bois n'est plus propriétaire des lapins ; ceux-ci sont *res nullius*, et, comme tout gibier, ils n'ont pas de maître.

L'article 1385 ne peut jamais leur être appliqué, et la responsabilité ne sera encourue que dans les termes généraux des articles 1382 et 1383.

— La situation du propriétaire est donc ici beaucoup plus avantageuse que lorsqu'il s'agit des lapins de garenne : il n'est plus responsable de plein droit, mais seulement si l'on prouve qu'il a commis une négligence ou une imprudence. Cette preuve sera facile quand le propriétaire a attiré les lapins dans son bois ; car, en contribuant à leur multiplication, il commet un fait ou une imprudence qui est la cause originaire des dégâts. Vainement on viendrait objecter que le propriétaire ne fait ainsi qu'user de son droit de propriété : si la propriété est absolue, c'est à la condition de ne point porter atteinte aux droits d'autrui.

Suivant ces principes, et d'une manière générale, on peut dire que la responsabilité est encourue quand, loin de détruire les lapins ou d'en autoriser la destruction, le propriétaire les fait garder pour la chasse, leur ménage des terriers et les prend sous sa garde ; quand, instruit de la plainte des riverains, après d'importants dégâts, il néglige de procéder à des battues et chasses suffisantes. (D., 86, 1, 376. — Cass., 21 octobre 1895, S. 96, 1, 12.)

Du reste, en toute cette matière, les circonstances de la cause jouent le rôle principal, et

l'on peut dire que presque tous les procès de ce genre roulent sur des questions de fait. Y a-t-il eu faute, négligence ou imprudence du propriétaire: c'est à la sagesse des tribunaux qu'il appartient de décider.

3^e. *Les lapins sont réunis par instinct naturel.*

Des lapins se sont réunis dans un bois par leur instinct naturel, sans que le propriétaire du bois ait rien fait pour les attirer ou les multiplier: le propriétaire est-il responsable des dégâts causés par les lapins?

Au premier abord, ni l'article 1385 ni les articles 1382 et 1383 ne paraissent applicables en pareille circonstance. En effet, d'une part, le maître du bois n'est pas propriétaire des lapins, puisqu'ils sont ici *res nullius*; d'autre part, il n'a commis aucune négligence ni imprudence, puisque ces animaux sont venus malgré lui dans sa propriété.

Cette manière d'envisager la question ne serait cependant pas rigoureusement exacte. Tant que le nombre des lapins est normal, les riverains ne peuvent se plaindre; car il y a là une sorte de servitude de voisinage qu'ils doivent supporter dans de certaines limites. Mais, lorsque la multiplication des lapins atteint les proportions d'un véritable fléau, il est

bien naturel de porter plainte, et de chercher à l'entraver.

La situation faite dans ce dernier cas au propriétaire du bois peut se caractériser ainsi : il n'est pas tenu de détruire les lapins, mais il doit laisser les voisins en opérer la destruction. Or, cette destruction ne sera vraiment efficace qu'à la condition de pénétrer dans le bois. Nous ne prétendons pas que le voisin ait le droit de faire irruption *de plano* sur le terrain du propriétaire ; mais il nous paraît juste de décider que celui-ci est dans l'obligation d'en accorder l'autorisation ; c'est le seul moyen pour le riverain de remédier aux dégâts. Or, c'est ici justement qu'est susceptible de commencer la responsabilité du propriétaire de bois. Il est en faute, s'il refuse aux riverains de détruire le lapin ; car il est censé approuver la dévastation des héritages voisins, dévastation qu'il occasionne : « Je ne suis pas responsable des brigands qui se sont installés dans ma forêt, mais je tombe en faute du moment où je protège leur retraite. » (Tartarin, *Traité de l'occupation*, n° 47.)

Le propriétaire a donc un moyen bien simple d'échapper à toute responsabilité : qu'il accorde aux voisins l'autorisation de pénétrer dans son bois et d'y procéder à la destruction des lapins.

SECTION II

Des cerfs, biches, daims et chevreuils.

D'après les données de la science moderne, les cerfs, biches, daims et chevreuils sont des animaux sédentaires et non nomades. Les dégâts qu'ils causent entraînent la responsabilité des propriétaires ou locataires de chasse dans les mêmes conditions que les autres espèces de gibier, c'est-à-dire s'il y a eu faute, négligence ou imprudence de leur part ¹.

Nous ne reviendrons pas sur les développements déjà donnés sur cette matière; mais nous profiterons de l'espèce que nous étudions en ce moment pour traiter d'une question particulièrement intéressante. — Cette question est celle de savoir si les chasseurs peuvent encourir une responsabilité quelconque à raison du fait des animaux sauvages qu'ils poursuivent dans l'exercice légitime du droit de chasse.

Elle s'est présentée devant la Cour de Rouen dans des circonstances assez extraordinaires que nous allons indiquer.

Le 17 novembre 1849, MM. R... et L..., locataires du droit de chasse dans la forêt de

1. D. 72, 1, 39. — D. 82, 1, 482.

Roumare, chassaient à courre sur des falaises boisées qui s'élèvent à deux cents pieds au-dessus du rivage, et au bas desquelles est située la maison des époux Roussel. Ce même jour, la fille de ces derniers, âgée de douze ans et demi, se trouvait seule dans la cour de la maison, lorsqu'un cerf, poursuivi par la meute, se précipita du haut de la falaise et vint tomber, avec dix chiens qui le suivaient, à côté de la jeune Roussel. Le spectacle horrible qui fut le résultat de cette chute produisit sur l'enfant une révolution si profonde, qu'elle en contracta une maladie nerveuse des plus graves.

M. R..., à qui une indemnité fut demandée pour frais de maladie, paya d'abord sans difficulté. Mais, l'année 1850 s'étant passée sans amélioration dans l'état de l'enfant, le sieur Roussel père assigna MM. R... et L... en payement d'une somme de 1,000 francs pour nouveaux frais et d'une pension de 300 francs jusqu'à parfaite guérison.

Déboutés devant le Tribunal, les plaignants firent appel devant la Cour de Rouen, qui, contrairement au Tribunal, déclara les chasseurs responsables, et les condamna à une indemnité de 600 francs : « attendu que le fait de chasser, dans les conditions mêmes les plus licites, n'en oblige pas moins à la réparation du dommage dont il devient la cause ou l'occasion. »

Cette décision est-elle bien rendue ? Nous le croyons ; car la cause primitive de l'accident est entièrement due aux chasseurs. Ce sont eux qui ont fait sortir violemment la bête des lieux où elle se retirait ; ce sont eux qui l'ont poursuivie pour l'amener jusqu'à des endroits habités ; en un mot, s'ils n'ont pas été les auteurs directs de l'accident, ils en ont été les provocateurs. A ce point de vue, ils doivent être responsables, non comme propriétaires de l'animal, puisque cet animal est encore *res nullius*, mais comme *provocateurs* de l'accident, comme ayant fait sortir le cerf des habitudes de son espèce.

Du reste, cet arrêt de la Cour de Rouen que nous commentons a été confirmé par la Cour de cassation le 26 mai 1852. (D. 52, 1, 286.)

SECTION III

Des sangliers.

S'il est un animal sur lequel la question de responsabilité est des plus délicates, c'est assurément le sanglier. On n'amène pas des sangliers dans un bois comme on y lâche des lapins ; s'ils y viennent, c'est spontanément ; s'ils y restent, c'est que le pays leur plaît ; mais on ne peut pas les y retenir. Souvent, il se passe vingt ans sans qu'on voie de sangliers dans un canton,

puis, tout à coup, ce même canton est infesté de bêtes noires, sans qu'on puisse dire d'où elles sont sorties. En somme, tout en étant d'une nature nomade, ces animaux possèdent des habitudes spéciales et pleines de caprices.

Mais la plus déplorable parmi ces habitudes est de causer là où ils passent les plus grands ravages, arrachant les jeunes arbres, mangeant les fruits et dévastant les récoltes. Aussi, l'arrêté du 19 pluviôse an V permet-il à toute personne de détruire le sanglier sur ses terres, et les arrêtés de préfet classent-ils cet animal parmi les espèces malfaisantes et nuisibles.

Dans de pareilles conditions, peut-on proclamer l'irresponsabilité des propriétaires de bois et forêts ? ou a-t-on le droit d'exiger qu'ils détruisent les sangliers qui se trouvent sur leurs terres ? La question est délicate ; car, pour faire une telle chasse, il faut un vautrait, et personne ne peut obliger un propriétaire à entretenir un équipage et des piqueurs.

Cependant, aujourd'hui, la jurisprudence et la grande majorité des auteurs se rangent de plus en plus dans le sens de la responsabilité. Maintenant, leur principe n'est pas absolu ; ils distinguent avec raison de la manière suivante : si les sangliers révèlent tout à coup leur présence par les ravages qu'ils causent, le propriétaire ne saurait être déclaré responsable, car il n'a

commis ni faute ni négligence ; — si, au contraire, le maître du bois favorise la multiplication pour se ménager le plaisir de la chasse, ou si, averti des dommages causés, il reste dans l'inaction, sa faute est établie et il encourt une juste responsabilité. (D. 91, 1, 452. — D. 93, 1, 416.)

SECTION IV

Des renards, loups et blaireaux.

Peut-on rendre un propriétaire responsable pour les dégâts causés par les renards, loups et blaireaux qui habitent ses bois ? Suivant MM. Leblond (n° 413) et Sorel (t. I, n° 86), les dégâts causés par ces animaux ne sauraient, en aucun cas, entraîner la responsabilité du propriétaire ou locataire de chasse. Ce serait violer les principes pour les mettre au service d'un esprit d'exploitation évident, et non pour protéger un véritable intérêt. (D. 58, 3, 73.)

Nous partageons en principe ces opinions ; mais nous croyons, avec MM. Gireaudeau et Lelièvre (n° 1455) et Sourdat (t. II, p. 403), que les animaux de cette nature pourraient exposer le propriétaire ou le locataire de la chasse à

une action en dommages-intérêts, si celui-ci les laissait se multiplier à l'excès, et refusait aux riverains la permission de les détruire.

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,

J. MARIE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	9
CHAPITRE I ^{er} . — DROIT ROMAIN.	15
CHAPITRE II. — ANCIEN DROIT FRANÇAIS	21
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Animaux domestiques</i>	23
CHAPITRE I ^{er} . — FONDAMENT JURIDIQUE DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ARTICLE 1385 CODE CIVIL. . .	25
CHAPITRE II. — ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE	31
SECTION I ^{re} . — L'animal, sous la conduite d'un proposé, a blessé un tiers.	31
SECTION II. — L'animal a blessé le préposé lui-même. .	41
SECTION III. — L'animal a agi <i>secundum naturam</i> . — Il a agi <i>contra naturam</i> . — L'animal s'est égaré ou échappé.	47
SECTION IV. — L'animal a causé du dommage à un autre animal ou un dommage commun avec d'autres animaux.	53
CHAPITRE III. — ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DE CEUX QUI SE SERVENT DE L'ANIMAL.	58
SECTION I ^{re} . — De ceux qui se servent et profitent <i>directement</i> de l'animal	58
SECTION II. — De ceux qui profitent <i>indirectement</i> de l'animal	63

	Pages
CHAPITRE IV.—RESPONSABILITÉ SPÉCIALE DU PROPRIÉTAIRE A L'ÉGARD DE CERTAINS ANIMAUX.	70
SECTION I ^{re} . — Des chiens	70
SECTION II. — Des bestiaux.	75
SECTION III.— Des chèvres.	83
SECTION IV.— Des volailles.	85
SECTION V. — Des pigeons	91
SECTION VI.— Des abeilles	97
DEUXIÈME PARTIE. — Animaux sauvages.	117
CHAPITRE I ^{er} . — FONDEMENT JURIDIQUE DE LA RESPONSABILITÉ. — TROIS CONDITIONS	119
SECTION I ^{re} . — Du dommage	122
SECTION II. — De la faute	124
SECTION III.— De l'absence de faute du plaignant.	129
CHAPITRE II. — QUI EST RESPONSABLE ?	132
SECTION I ^{re} . — Du propriétaire	132
SECTION II. — Du bailleur et du fermier rural	139
SECTION III. — Du locataire de chasse vis-à-vis de ses riverains et vis-à-vis de son bailleur.	143
CHAPITRE III.— ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE DE TERRAINS GIBOYEUX	148
SECTION I ^{re} . — Des lapins.	148
SECTION II. — Des chevreuils, cerfs et biches	155
SECTION III.— Des sangliers	157
SECTION IV.— Des renards, loups et blaireaux.	159



